

# EVALUATION PRELIMINAIRE DES IMPACTS ECONOMIQUES POTENTIELS DE LA SORTIE DU BURKINA FASO, DU MALI ET DU NIGER DE LA CEDEAO

**VERSION DE DISCUSSION EXTERNE**

**GD ECOSTAT**

**mai 2024**



*À USAGE OFFICIEL*

# Aperçu

## 1. Historique et contexte

### 1.1 Introduction et contexte du retrait de la CEDEAO

### 1.2 Contexte macroéconomique des pays du Sahel

### 1.2 L'agenda de l'intégration régionale de la CEDEAO et de l'UEMOA

**1.3 Le Burkina Faso, le Mali et le Niger dans la CEDEAO et l'UEMOA** : commerce (y compris l'énergie), flux de personnes et flux financiers, et projets d'intégration régionale

## 2. Évaluation préliminaire des impacts économiques potentiels

### 2.1 Scénarios de retrait de la CEDEAO et de rapports avec l'UEMOA

**2.2 Principaux canaux de transmission** par les flux commerciaux (y compris l'énergie) et le financement régional, et leçons pertinentes tirées du Mali et du Niger et de l'activité récente du marché obligataire régional de l'UEMOA

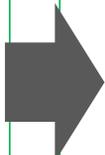
**2.3 Impacts macroéconomiques à court et moyen terme (2024-2026)** pour le Burkina Faso, le Mali et le Niger - simulations MFMOD sur la croissance, l'inflation, la demande et l'offre.

## 3. Messages émergents

## Introduction et contexte du retrait de la CEDEAO

### Principaux développements récents

- **Le Burkina Faso, le Mali et le Niger sont membres de la CEDEAO depuis sa création en 1975.**
- **Les relations récentes entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger et la CEDEAO :**
  - Mali : sanctions de la CEDEAO et de l'UEMOA en S1 2022 -> levées après accord sur les élections pour février 2024.
  - Burkina Faso : La CEDEAO menace de sanctions -> accord pour des élections mi-2024
  - Niger : lourdes sanctions de la CEDEAO et de l'UEMOA (plus menace de force militaire) en réponse au coup d'État du 26 juillet, pendant 7 mois.
- **Le 16 septembre 2023, le Burkina Faso, le Mali et le Niger ont formé une nouvelle alliance appelée "Alliance des États du Sahel" (AES)** - un pacte de sécurité mais aussi une union politique et économique. L'**AES a annoncé en novembre** son intention de créer un "fonds de stabilisation" et de poursuivre une "véritable union économique et monétaire".
- Le Niger et le Burkina Faso ont annoncé le 29 novembre leur **retrait du G5 Sahel**, suivant l'exemple du Mali.

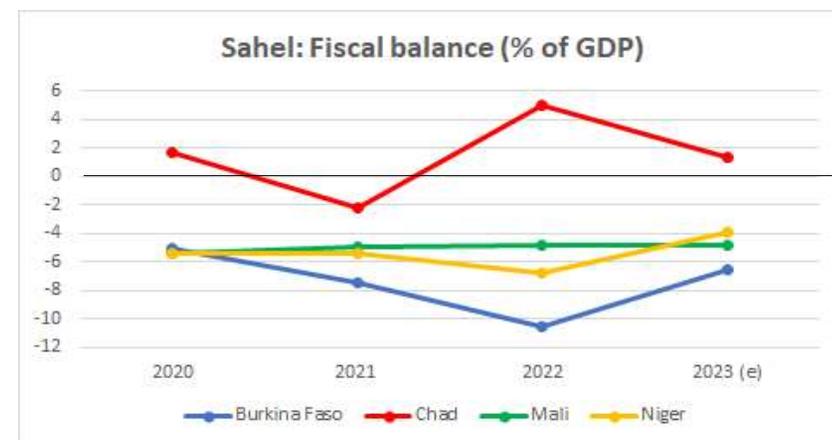
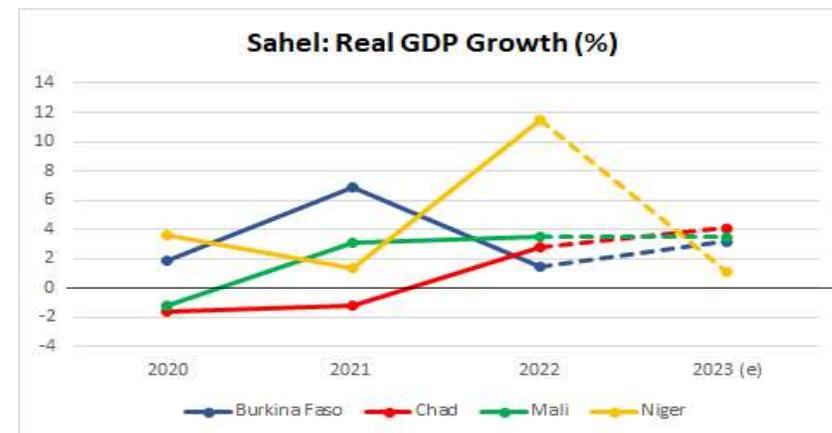


### Sortie de la CEDEAO

- Le 28 janvier 2024, dans un communiqué commun, les **gouvernements de transition du Burkina Faso, du Mali et du Niger ont annoncé leur retrait "immédiat" de la CEDEAO**, affirmant que la CEDEAO était devenue une menace pour les États membres. L'annonce a été suivie par des notifications officielles des trois pays à la CEDEAO le 30 janvier 2024.
- Selon l'article 91 du traité révisé de la CEDEAO, **une période de notification d'un an est nécessaire pour quitter la CEDEAO**, et à la fin de cette période, si le pays n'a pas retiré sa notification, le retrait devient effectif. Par conséquent, la CEDEAO considère les trois pays comme membres jusqu'au 28 janvier 2025.
- Lors du **sommet des chefs d'État de la CEDEAO qui s'est tenu le 24 février 2024, la CEDEAO a levé toutes les sanctions à l'encontre du Niger et a appelé à l'unité des trois pays pour qu'ils reviennent sur leur décision de quitter la communauté.**
- **La situation continue d'évoluer.**
- **La décision de quitter la CEDEAO a soulevé des questions concernant l'adhésion du Burkina Faso, du Mali et du Niger à l'UEMOA.** Les autorités ont déclaré qu'elles restaient dans l'UEMOA pour le moment, tout en s'engageant à travailler sur une nouvelle union monétaire dans le cadre du SEA.
- **Les transitions politiques et les calendriers électoraux convenus avec la CEDEAO sont également incertains.**

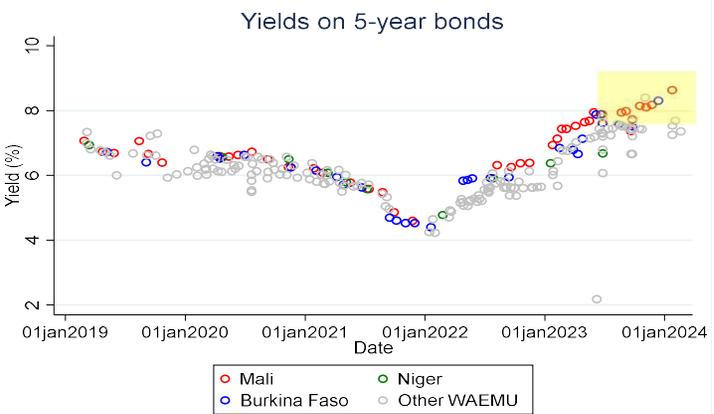
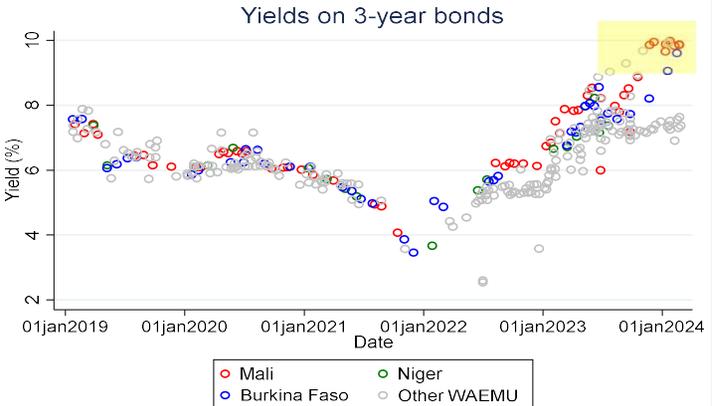
## 1.2 Contexte macro-budgétaire des pays du Sahel

- **Pays sans acces littoral, à faible revenu, dont les économies non diversifiées** dépendent de l'agriculture et des exportations de produits extractifs.
- **Fragile, soumis à de multiples chocs (instabilité politique, insécurité et changement climatique)**, qui ont accru la volatilité de la croissance et entraîné des crises humanitaires concomitantes (insécurité alimentaire, personnes déplacées à l'intérieur de leur pays).
- **Les besoins en dépenses sont importants et pressants**, en raison des dépenses de sécurité élevées, **tandis que la mobilisation des recettes intérieures reste faible**, l'insécurité et les sanctions réduisant les recettes fiscales.
- **Les déficits budgétaires restent élevés, supérieurs à l'objectif de convergence de l'UEMOA de 3 % du PIB**, à l'exception du Tchad qui a enregistré des excédents budgétaires en raison des prix élevés du pétrole.
- **L'augmentation des niveaux d'endettement par rapport au PIB, associée à un coût de financement plus élevé, a accru les vulnérabilités de la dette :**
  - **Le Mali et le Burkina ont été évalués comme présentant un risque modéré** dans les dernières AVD, mais pourraient être **déclassés** dans la prochaine AVD.



# Les pays du Sahel ont des difficultés à accéder à des financements suffisants et abordables

- **Réduction du financement extérieur concessionnel**, y compris de l'aide budgétaire de la Banque mondiale et du FMI, en raison de l'instabilité politique :
  - **Mali** : pas de programme du FMI ni d'aide budgétaire de la BM depuis 2021
  - **Burkina** : pause dans l'appui budgétaire de la BM depuis les coups d'Etat de 2022
  - **Niger** : La quasi-totalité des financements de la BM, du FMI et d'autres PD sont interrompus depuis le coup d'État de juillet 2023 - on estime qu'environ 7,5 % du PIB du financement externe du développement ont été perdus en 2023 à cause du coup d'État.
  
- **un recours accru à des financements plus coûteux sur le marché obligataire régional de l'UEMOA, où les rendements pour les trois pays sont les plus élevés de l'UEMOA** :
  - Depuis la mi-2022, la **BCEAO a relevé ses taux de 150 points de base**. Le resserrement de la politique monétaire s'est traduit par une **hausse des rendements des émissions obligataires**
  - **Prime de risque plus élevée sur les obligations du Burkina Faso, du Mali et du Niger** par rapport aux autres pays de l'UEMOA.
  - **Les rendements moyens actuels des obligations à 3 ans sont de 9 à 10 % pour le Mali et le Burkina. Leurs émissions obligataires de février 2024 après l'annonce du retrait de la CEDEAO ont été sous-souscrites et à des rendements plus élevés.**
  - **Le Niger n'a pas accès au marché obligataire régional de l'UEMOA** en vertu des sanctions de la CEDEAO et de l'UEMOA depuis août 2023.



Source : données UMOA-Titres pour les pays de l'UEMOA : Données UMOA-Titres pour les pays de l'UEMOA (Burkina Faso, Mali et Niger)

## La CEDEAO a un programme ambitieux d'intégration économique régionale ; des progrès ont été accomplis mais ils sont loin d'être pleinement réalisés...

Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest

CEDEAO

*La CEDEAO a été créée en 1975, avec la signature du traité de Lagos, avec pour mission déclarée de promouvoir l'intégration économique dans la région. Une version révisée du traité a été signée en 1993*

**Objectif d'un marché commun par la libre circulation des personnes, des biens, des capitaux et des services et le droit d'entrée, de résidence et d'établissement :**

- **Passeport de la CEDEAO**, carte d'identité nationale biométrique de la CEDEAO : voyage sans visa et droit de résider et de travailler au sein de la CEDEAO. *Ce système fonctionne bien et facilite d'importants flux de personnes dans la région.*
- **Le régime de transport et de transit** est régi par la Convention de la CEDEAO sur le transport routier inter-États (TIE) et le transit routier inter-États (TRIE), le droit d'accès à la mer des Nations unies pour les pays enclavés. Ces conventions ont constitué la base des accords bilatéraux entre les membres de la CEDEAO qui garantissent et réglementent les droits de transit. *Ces accords sont essentiels pour permettre au Burkina Faso, au Mali et au Niger, pays enclavés, d'accéder aux ports côtiers.*
- **Zone de libre-échange - Système de libéralisation des échanges de la CEDEAO** : Le Schéma de libéralisation des échanges (SLE) permet la circulation en franchise de droits de marchandises au sein de la Communauté, sous réserve du respect des règles d'origine. *Dans la pratique, le système n'est pas toujours appliqué de manière cohérente.*
- **Politique commerciale commune - adoption du tarif extérieur commun (TEC) de la CEDEAO** en vue d'une politique commerciale commune. Le traité de la CEDEAO comprend également des instruments de défense commerciale. *D'autres politiques telles que l'harmonisation et l'élimination des MNT restent très partielles.*
- **Les projets d'infrastructure régionale de la CEDEAO**, y compris le **Pool énergétique ouest-africain (WAPP)** qui favorise le commerce régional de l'énergie.
- **Financement du développement régional** : Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) - *volumes limités.*
- **L'harmonisation des normes, statistiques et politiques sectorielles**, les politiques sectorielles sur l'agriculture, la politique industrielle, les politiques d'investissement ne contiennent pas de dispositions contraignantes mais fournissent des forums pour l'alignement des politiques et des initiatives conjointes (par exemple, les stocks de sécurité alimentaire), dont beaucoup sont financées par des donateurs.
- **Monnaie unique de la CEDEAO (ECO)** : L'introduction de cette monnaie est actuellement prévue pour 2027.

# 1.3 Les pays de l'UEMOA au sein de la CEDEAO sont plus étroitement liés en raison de l'union monétaire, qui fournit un ancrage solide pour la stabilité macroéconomique.

**Union économique et monétaire ouest-africaine UEMOA**

*L'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) a été créée le 10 janvier 1994 à Dakar.*

- 8 membres de la CEDEAO, dont le Burkina Faso, le Mali et le Niger, appartiennent à l'UEMOA.
- L'UEMOA est une institution distincte de la CEDEAO, mais elle soutient les mêmes objectifs d'intégration économique régionale :
  - Libre circulation des personnes, des biens, des capitaux et des services.
  - Zone de libre-échange avec un tarif extérieur commun (TEC) depuis 2000. Le TEC de l'UEMOA a été remplacé par le TEC de la CEDEAO en 2015. Circulation en franchise de droits pour les marchandises répondant aux règles d'origine de l'UEMOA.
- L'union monétaire (UEMOA) utilisant une monnaie commune, le franc CFA, constitue un point d'ancrage pour la stabilité macroéconomique.
  - La politique monétaire menée par la banque centrale régionale (BCEAO) a permis de maintenir l'inflation à un niveau relativement bas dans l'UEMOA - plus bas que dans le reste de la CEDEAO.
  - La BCEAO supervise les secteurs bancaire et financier et le fonctionnement du marché interbancaire et des liquidités aux banques.
  - Centralisation des réserves extérieures.
  - Le FCFA est rattaché à l'euro avec une garantie de convertibilité par le Trésor français -> le FCFA n'a pas subi de fortes dépréciations par rapport au dollar comme dans le reste de la CEDEAO (Ghana, Nigéria).
  - Règles communes de stabilisation macroéconomique, notamment en ce qui concerne la dette, le déficit budgétaire, l'inflation et les comptes courants.
- Le marché obligataire régional de l'UEMOA est la principale source de financement domestique des pays de l'UEMOA. Les clauses de l'UEMOA limitent le financement direct du déficit par la banque centrale.

- **Financement du développement régional** : Banque ouest-africaine de développement.

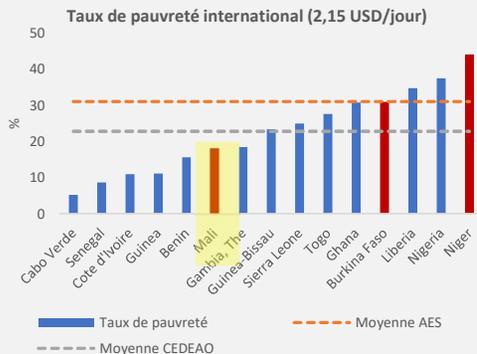
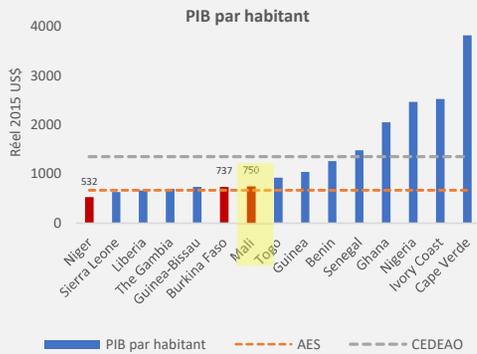
Tableau : Adhésion à la CEDEAO et à l'UEMOA

CEDEAO	UEMOA	Monnaie
<u>Bénin</u>	Oui	<a href="#">Franc CFA</a>
<u>Burkina Faso</u>	Oui	<a href="#">Franc CFA</a>
<u>Cabo Verde</u>		<a href="#">Escudo</a>
<u>Gambie</u>		<a href="#">Dalasi</a>
<u>Ghana</u>		<a href="#">Cedi</a>
<u>Guinée</u>		<a href="#">Guinée Franc</a>
<u>Guinée-Bissau</u>	Oui	<a href="#">Franc CFA</a>
<u>Côte d'Ivoire</u>	Oui	<a href="#">Franc CFA</a>
<u>Libéria</u>		<a href="#">Dollar libérien</a>
<u>Mali</u>	Oui	<a href="#">Franc CFA</a>
<u>Niger</u>	Oui	<a href="#">Franc CFA</a>
<u>Nigéria</u>		<a href="#">Naira</a>
<u>Sénégal</u>	Oui	<a href="#">Franc CFA</a>
<u>Sierra Leone</u>		<a href="#">Leone</a>
<u>Togo</u>	Oui	<a href="#">Franc CFA</a>

1.4

# Le Burkina Faso, le Mali et le Niger sont parmi les pays les plus pauvres de la CEDEAO, représentant une faible part du PIB mais une part importante de la population

- Le Burkina Faso, le Mali et le Niger représentent ensemble moins de 10 % du PIB de la CEDEAO...
- ...mais représentent ~17% de la population et plus de la moitié du territoire.
- Ce sont les trois pays enclavés de la CEDEAO.
- Le Burkina Faso, le Mali et le Niger font partie des pays à faible revenu de la CEDEAO, le Niger affichant le PIB par habitant le plus bas et le taux de pauvreté le plus élevé de la communauté.

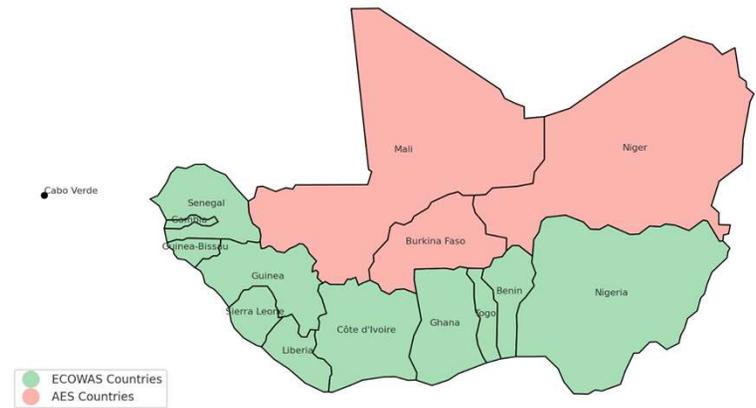


## CEDEAO

### Avant le départ du Burkina Faso, du Mali et du Niger

Population : 435 millions d'euros	Zone : 5 millions d'euros	LE PIB : 797,4 milliards de dollars
--------------------------------------	------------------------------	--

### ECOWAS and AES Countries



### Après le départ du Burkina Faso, du Mali et du Niger

Population : 361 millions d'euros	Zone : 2,27 millions d'euros	LE PIB : 750 milliards de dollars US
--------------------------------------	---------------------------------	---

Source : Banque mondiale : Banque mondiale : WDI et MFMMod

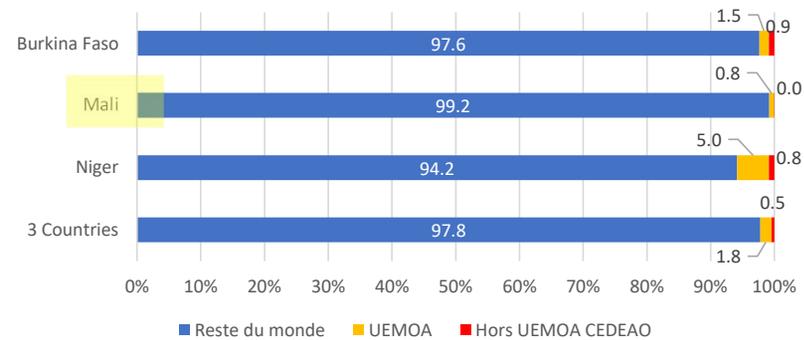
# Flux commerciaux : Les exportations du Burkina Faso, du Mali et du Niger sont dominées par l'or en dehors de la CEDEAO.

## Exportations (à l'aide des statistiques commerciales miroirs de l'UNCOMTRADE)

- Les exportations du Mali, du Burkina et du Niger sont dominées (70-95% des exportations totales en valeur) par les exportations d'or vers les pays hors CEDEAO.
- Seuls 1 à 2 % des exportations du Mali et du Burkina sont destinés à la CEDEAO, principalement à l'UEMOA.
- Le Niger exporte un peu plus (6% des exportations) vers la CEDEAO - principalement vers l'UEMOA. *Les exportations informelles de produits agricoles et de bétail vers le Nigeria ne semblent pas être prises en compte dans les données.*
- Les exportations des trois pays vers la CEDEAO sont principalement constituées de combustibles, de ciment et de produits alimentaires. Les carburants sont susceptibles d'inclure des réexportations (en provenance des marchés mondiaux) et de la contrebande (en provenance du Nigeria).

**Mise en garde concernant les données :** l'analyse commerciale utilise les statistiques commerciales miroir de l'UNCOMTRADE. Au lieu des données nationales sur les exportations, nous utilisons les données sur les importations des pays partenaires (par exemple, les importations des EAU en provenance du Niger au lieu des données du Niger sur les exportations vers les EAU). Cette méthode est considérée comme plus fiable et permet de capturer certaines sous-déclarations d'exportations, par exemple les exportations d'or en dehors de la CEDEAO. **Cependant, il est très probable qu'elle n'aborde pas la sous-déclaration du commerce informel** entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger et la CEDEAO, en particulier le commerce de l'agriculture et du bétail et le commerce le long de la longue frontière poreuse entre le Niger et le Nigeria n'est pas bien reflété dans les données.

**Part des exportations totales du Burkina Faso, du Mali et du Niger vers l'UEMOA, hors UEMOA CEDEAO**



Note : Tous les chiffres sont des moyennes pour la période 2018-22. Ne comprend pas les importations d'électricité de la CEDEAO vers le Burkina Faso, le Mali et le Niger.  
 Source : UNCOMTRADE : UNCOMTRADE, 2024, sur la base de statistiques commerciales miroirs et non de statistiques commerciales nationales.

1.4

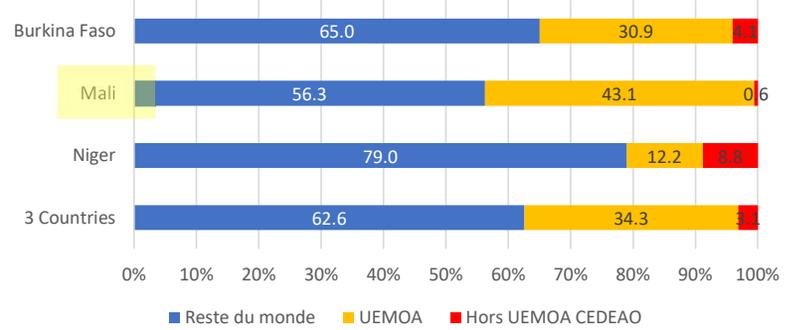
**Flux commerciaux : Cependant, les importations en provenance de la CEDEAO (carburants, nourriture, électricité) sont importantes.**

**Importations (en utilisant UNCOMTRADE)**

- **Un peu plus d'un tiers (37%) des importations du Burkina Faso, du Mali et du Niger proviennent de la CEDEAO : 34% de l'UEMOA et 3% des pays non membres de l'UEMOA.** Ceci exclut les importations d'électricité de la CEDEAO qui ne sont pas enregistrées dans UNCOMTRADE.
- **Le Mali et le Burkina importent principalement de l'UEMOA,** très peu de pays non membres de l'UEMOA (1-4%)
- **La part plus importante du Niger en provenance de pays non membres de l'UEMOA (9 % des importations) - principalement Niger-Nigeria.**
- **Les importations peuvent inclure des réexportations de produits.** Intégration du commerce des services : les marchandises provenant de l'extérieur de la CEDEAO sont importées par les pays côtiers, souvent par des grossistes, qui les réexportent ensuite vers les trois pays.
- **Le Burkina Faso, le Mali et le Niger importent de nombreux biens essentiels de la CEDEAO : denrées alimentaires, carburant et électricité,** qui ont une incidence sur le panier de consommation, l'IPC et la pauvreté.

**Mise en garde concernant les données :** Il est très probable qu'elle n'aborde pas la sous-déclaration du commerce informel entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger et la CEDEAO, en particulier le commerce de l'agriculture et du bétail et le commerce le long de la longue frontière poreuse entre le Niger et le Nigéria n'est pas bien reflété dans les données. En outre, les données de l'UNCOMTRADE excluent les importations d'électricité de la CEDEAO vers le Burkina Faso, le Mali et le Niger.

**Part des importations totales du Burkina Faso, du Mali et du Niger en provenance de l'UEMOA, hors UEMOA CEDEAO**



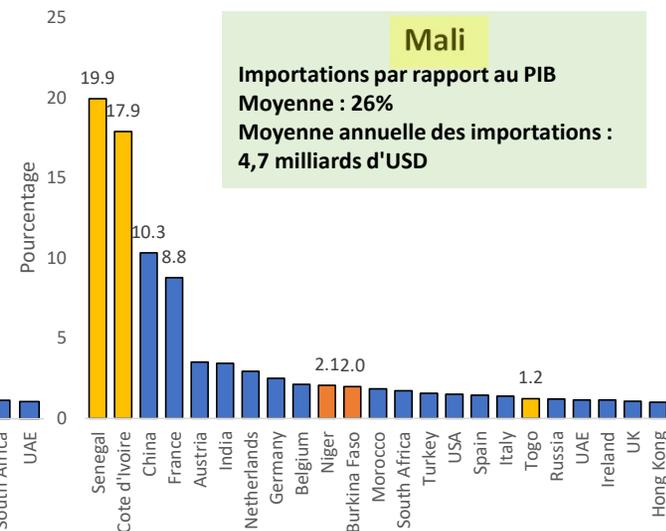
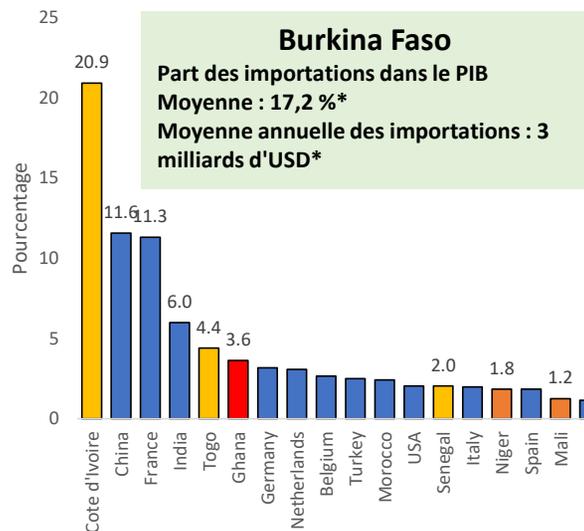
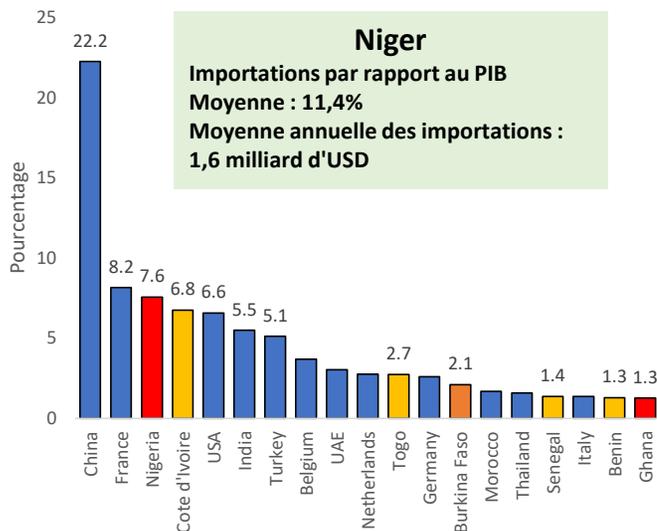
Note : Tous les chiffres sont des moyennes pour la période 2018-22. Ne comprend pas les importations d'électricité de la CEDEAO vers le Burkina Faso, le Mali et le Niger.  
 Source : UNCOMTRADE : UNCOMTRADE, 2024, sur la base de statistiques commerciales miroirs et non de statistiques commerciales nationales.

1.4

## Les trois pays importent principalement de leurs grands voisins : Nigeria, Côte d'Ivoire, Sénégal et très peu les uns des autres.

- Près des deux tiers (63%) des importations du Burkina Faso, du Mali et du Niger proviennent de l'extérieur de la CEDEAO (Chine, France, Inde, États-Unis, Turquie).
- Un peu plus d'un tiers (37 %) des importations du Burkina Faso, du Mali et du Niger proviennent de la CEDEAO :
  - Niger : 25% d'importations de la CEDEAO - Nigeria (8%), Côte d'Ivoire (7%), Togo (3%), Burkina Faso (2%), Sénégal, Bénin et Ghana (tous ~1%)
  - Burkina Faso : 35% des importations proviennent de la CEDEAO - principalement de l'UEMOA : Côte d'Ivoire (21%), Togo (4%), Ghana (4%), Sénégal, Niger (2%), Mali (1%)
  - Mali : 44% d'importations de la CEDEAO - presque toutes de l'UEMOA : Sénégal (20%), Côte d'Ivoire (18%), Niger, Burkina Faso (2%), Togo (1%)
- La part relativement plus élevée du Burkina Faso, du Mali et du Niger en provenance de la CEDEAO reflète en partie l'importance du commerce de transit à travers les pays d'entrée (Côte d'Ivoire, Sénégal, Togo) qui réexportent vers la région, plutôt que de véritables importations en provenance de la région.

### Part des importations totales du Burkina Faso, du Mali et du Niger par principaux pays d'origine (%) - Pays représentant au moins 1% des importations totales



Note : Tous les chiffres sont des moyennes pour la période 2018-22. Exclut les importations d'électricité en provenance de la CEDEAO Source : UNCOMTRADE, 2024, statistiques commerciales miroirs \*Les chiffres du Burkina Faso sont inférieurs aux données nationales communiquées.

1.4

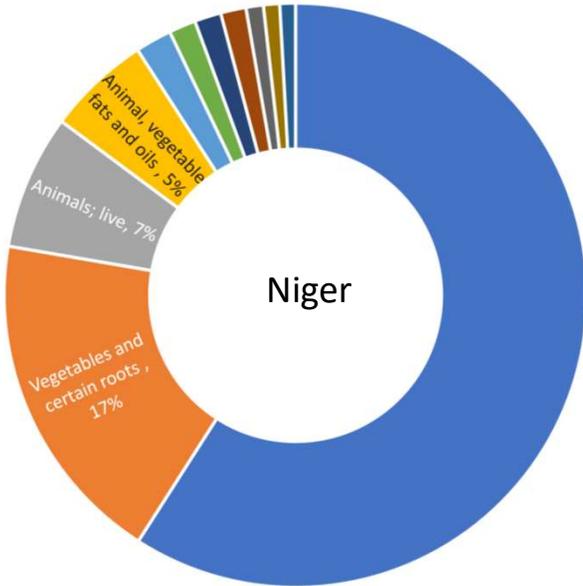
# Importations du Burkina Faso, du Mali et du Niger en provenance de la CEDEAO, par groupes de produits

Les importations importantes en provenance de la CEDEAO sont les suivantes

- **Burkina Faso** : Zinc, minerais, rémanents, engrais, combustibles minéraux, huiles minérales, fer,
- **Mali** : Animaux vivants, engrais, combustibles minéraux, huiles minérales
- **Niger** : Combustibles minéraux, huiles minérales, légumes, animaux vivants, produits d'origine animale

Note : Les importations d'électricité de la CEDEAO vers le Burkina Faso, le Mali et le Niger ne sont pas incluses dans les chiffres ci-dessous de l'UNCOMTRADE.

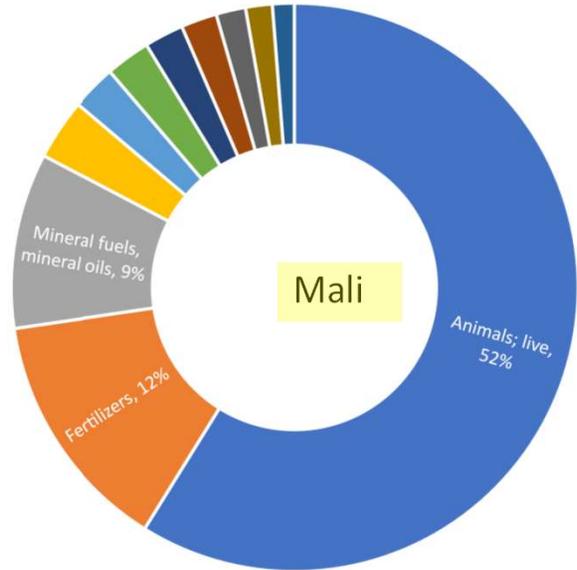
**Part des importations totales du Burkina Faso, du Mali et du Niger en provenance de la CEDEAO, par groupe de produits (%)**



Combustibles minéraux, huiles minérales, légumes, animaux vivants, produits d'origine animale



Zinc, minerais, déchets, engrais, combustibles minéraux, huiles minérales, fer,



Animaux vivants, engrais, combustibles minéraux, huiles minérales

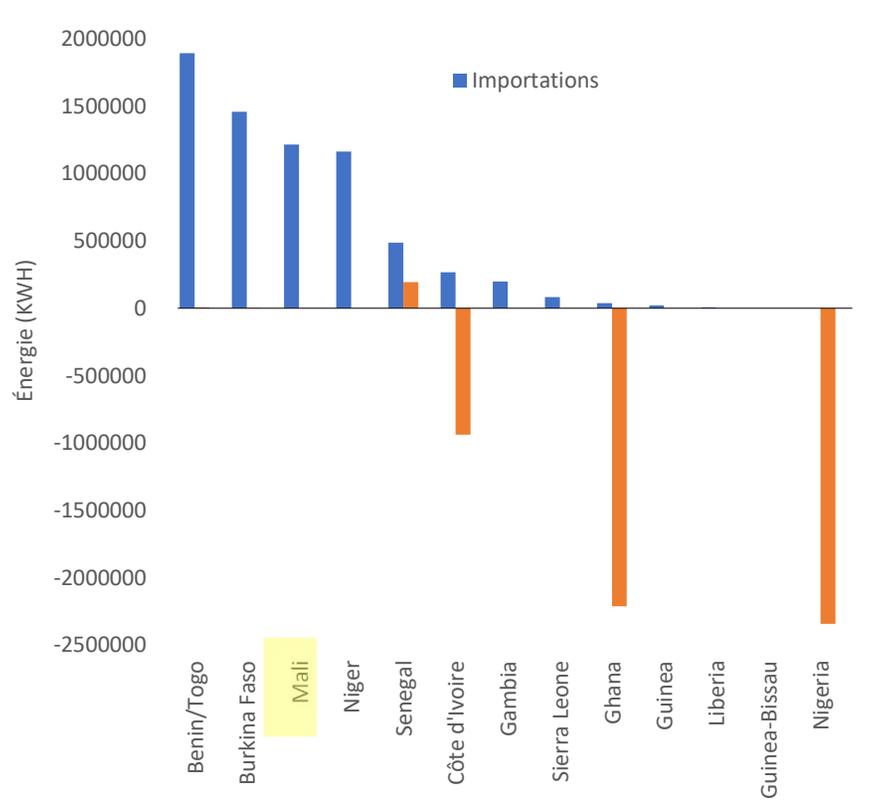
Note : Tous les chiffres sont des moyennes pour la période 2018-22. Exclut les importations d'électricité en provenance de la CEDEAO Source : UNCOMTRADE, 2024, statistiques commerciales miroir

1.4

## Ces trois pays sont de gros importateurs d'électricité en provenance des pays de la CEDEAO (Nigeria, Ghana et Côte d'Ivoire), mais ce commerce a été perturbé.

- Le Pool énergétique ouest-africain (WAPP) promeut le commerce régional de l'énergie, dans le but d'améliorer l'approvisionnement énergétique et de réduire le coût de l'électricité.
- Le Burkina Faso importe de l'électricité du Ghana, le Mali de la CIV et le Niger du Nigeria, ce qui est nettement moins cher que la production nationale d'électricité et réduit le coût global de l'électricité.
- Bien que WAPP soit une institution de la CEDEAO, il est possible d'en faire partie sans être membre de la CEDEAO, comme par exemple la Mauritanie. Le commerce est régi par des accords bilatéraux d'achat d'électricité et des accords de services de transmission.
- Toutefois, le commerce régional de l'énergie a été perturbé.
  - La compagnie d'électricité du Mali a accumulé d'importants arriérés envers le fournisseur d'énergie CIE, qui s'approvisionne auprès de CIV. Les exportations de CIV vers le Mali ont chuté de ~120 MW à ~10MW, contribuant à la crise énergétique actuelle.
  - Niger : 70 % de l'électricité du Niger provient du Nigeria (selon les statistiques nationales, 20 % des importations en provenance du Nigeria et 2 % des importations totales). Les sanctions de la CEDEAO à l'encontre du Niger comprenaient l'interruption par le Nigeria de l'approvisionnement en électricité du Niger, ce qui a conduit le Niger à augmenter sa production nationale (centrales thermiques plus coûteuses).
  - Cette réduction des importations d'énergie en provenance de la CEDEAO pourrait évoluer vers une stratégie de sécurité énergétique à plus long terme, les trois pays se concentrant sur l'augmentation de la production nationale. À court terme, cela signifie une diminution de l'offre et une augmentation du coût de l'électricité pour les clients (ou une augmentation des subventions gouvernementales ou des déficits financiers des compagnies d'électricité).

Total de l'électricité importée et exportée dans la CEDEAO (réseau WAPP), 2022

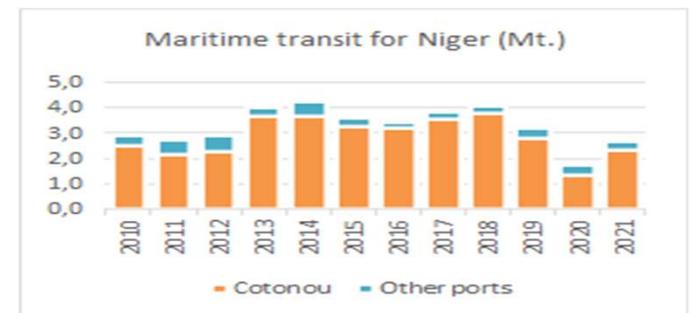
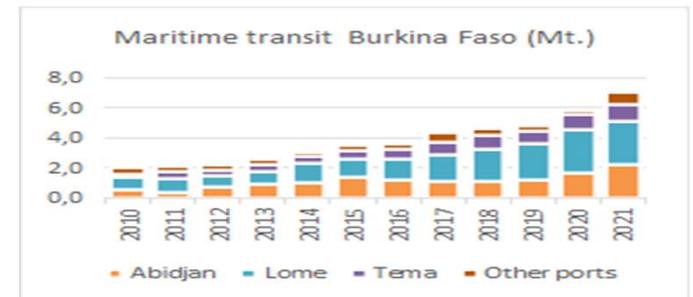
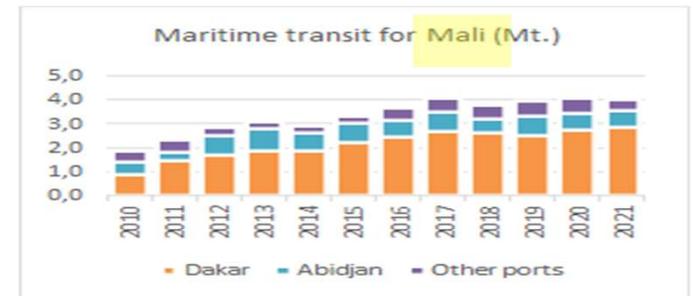


Note : Mali - 2022 Les sanctions de la CEDEAO ont exempté les importations d'électricité.  
Source : CEDEAO-WAPP, 2024

Au-delà des flux commerciaux directs, les couloirs de transit dans la région de la CEDEAO sont essentiels pour permettre aux trois pays enclavés d'accéder aux ports et d'exporter vers le reste du monde.

### Transit maritime pour le Burkina Faso, le Mali et le Niger

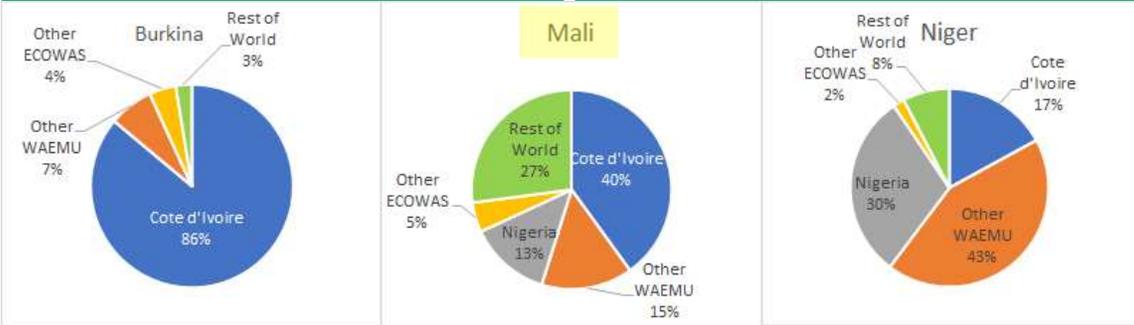
- **Lorsqu'ils commercent au-delà de leurs voisins immédiats, le Burkina Faso, le Mali et le Niger dépendent fortement des couloirs de transit de la CEDEAO pour accéder aux principales portes maritimes de la région (principalement l'UEMOA) :**
  - **Le Mali** est principalement dépendant de Dakar, Sénégal, puis d'Abidjan, CIV
  - **Le Niger** utilise principalement Cotonou, Bénin
  - **Le Burkina Faso** en utilise plusieurs : Lomé, Togo, puis Abidjan, CIV et Tema, Ghana.
- **Historiquement, les schémas de trafic en Afrique de l'Ouest ont été capables de s'adapter à l'évolution rapide de la situation politique** (par exemple, pendant la crise CIV au cours de laquelle le Burkina Faso a fait passer son commerce par le Ghana et le Togo), de **l'état des routes** (ponts délavés), de la **réglementation du trafic** (fusées éclairantes dans l'application des contrôles de la charge à l'essieu) et, **plus récemment, de l'insécurité** qui rend les routes traditionnelles peu sûres, obligeant les camions à emprunter des itinéraires plus longs (par exemple, les importations pour le Burkina Faso via Cotonou sont passées par le Togo afin d'éviter le nord du Bénin).
- **Les ajustements des itinéraires de transit ont toutefois des conséquences :**
  - **Les fermetures de frontières ou les contrôles renforcés aux frontières retardent la livraison des marchandises**, augmentent les risques pour les denrées périssables et peuvent créer des pénuries de biens essentiels.
  - **L'allongement des trajets augmente les coûts de transport** (plus de carburant), ce qui fait grimper les prix de détail.



## Flux de personnes et transferts de fonds : Le Burkina Faso, le Mali et le Niger comptent plus de 3 millions de membres de la diaspora vivant dans la CEDEAO, principalement dans les pays de l'UEMOA, mais aussi en grand nombre au Nigeria.

- L'un des principaux objectifs du traité instituant la CEDEAO était de **faciliter la libre circulation des personnes et des biens en éliminant toutes les formes d'obstacles à la mobilité des personnes et aux migrations régionales.**
- Les migrations dans la région sont motivées par plusieurs facteurs sous-jacents : opportunités économiques, chocs climatiques, conflits, insécurité.** Les considérations économiques (y compris "trouver du travail", "difficultés économiques", "pauvreté" et "meilleures perspectives commerciales") sont citées comme la raison la plus importante pour laquelle 70 à 90 % des migrants d'Afrique de l'Ouest envisagent d'émigrer.
- En 2020, près de 90 % des 7,4 millions de migrants vivant en Afrique de l'Ouest étaient originaires de la région.**
- Le Burkina Faso, le Mali et le Niger sont parmi les pays qui comptent le plus grand nombre de diasporas dans la CEDEAO - beaucoup en CIV et au Nigeria.**
  - Diaspora burkinabé (1,6 millions) : 97% résident dans la CEDEAO, 93% dans l'UEMOA, 86% dans la CIV**
  - Diaspora malienne (1,3 million) : 73% résident dans la CEDEAO, 55% dans l'UEMOA, 40% dans la CIV et 13% au Nigeria**
  - Diaspora nigérienne (400 000) : 92% résident dans la CEDEAO, 60% dans l'UEMOA, 30% au Nigeria, 17% en CIV**

### Flux de personnes : Destinations de la diaspora du Burkina Faso, du Mali et du Niger



Source : <https://www.migrationdataportal.org/regional-data-overview/western-africa>

### Les envois de fonds de la diaspora du Burkina Faso, du Mali et du Niger dans la région de la CEDEAO constituent une source importante de revenus pour les ménages.

- Le total des envois de fonds vers et depuis la CEDEAO s'élevait à ~16,6 milliards de dollars US en 2022, le Burkina Faso, le Mali et le Niger étant impliqués dans 21% des échanges d'envois de fonds (~3,5 milliards de dollars US).**
  - Burkina Faso** : 84% du total des envois de fonds reçus proviennent de la Côte d'Ivoire
  - Mali** : 36% du total des envois de fonds reçus proviennent de la Côte d'Ivoire
  - Niger** : 30% du total des envois de fonds reçus proviennent du Nigeria
  - Côte d'Ivoire** : >50% des envois de fonds reçus proviennent des trois pays.
- Les ménages utilisent principalement les envois de fonds pour la consommation, mais le fait de recevoir des fonds augmente la probabilité de créer une entreprise.**

## Les flux financiers : Les transferts de fonds de la diaspora de l'UEMOA vers le Burkina Faso, le Mali et le Niger sont plus importants que les flux d'IDE de l'UEMOA vers le Burkina Faso, le Mali et le Niger.

- Le total des flux de transferts de fonds à l'intérieur de l'UEMOA est presque trois fois plus important que les flux d'IDE à l'intérieur de l'UEMOA.
- Le stock total d'IDE entrants dans la CEDEAO était de 198 milliards de dollars en 2022, les trois pays représentant 8,6 % du total. Le Burkina Faso, le Mali et le Niger représentaient 13,1% de tous les flux entrants dans la CEDEAO en 2022.
- La majorité des IDE destinés aux trois pays sont concentrés dans le secteur minier et proviennent de l'extérieur de la CEDEAO :
  - **Burkina Faso** : l'essentiel de l'IDE se situe dans le secteur minier (suivi par la finance, l'industrie manufacturière et les communications), principalement en dehors de la CEDEAO (Canada, Australie, Royaume-Uni, Afrique du Sud et Russie).
  - **Mali** : la plupart des IDE sont dans le secteur minier (suivi par la finance et les communications) et proviennent principalement de l'extérieur de la CEDEAO. Les entrées d'IDE en provenance d'autres pays de l'UEMOA représentent ~13,1% du total des IDE du pays.
  - **Niger** : La majorité des IDE est concentrée dans les secteurs extractifs (uranium, pétrole, or...) et provient principalement de l'extérieur de la CEDEAO.

**Matrice des flux estimés relatifs aux transferts de fonds des travailleurs migrants intra-UEMOA en 2021 (millions de FCFA)**

		Vers le pays									
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA	
Transferts de migrants à partir d'un pays	Bénin		3431	8122.4		138	1518.9	10248.4	5689.7	4754.4	33902.7
	Burkina Faso	6338.8		20090.2		25.8	14612.4	9049.8	16376	11902.8	78395.8
	Côte d'Ivoire	15779.4	48074.8			530.3	63521.6	11418.7	41116.8	39393.2	219834.7
	Guinée-Bissau	383.8	77.8	570.8			887.3	633.2	5901.1	352.7	8806.8
	Mali	5981.4	12504.1	18240.3		52.1		9023	23993.5	10869.5	80664
	Niger	6959.7	2478	6759.6		78.1	4925.2		4650.8	7940.5	33791.9
	Sénégal	6303.5	4333.1	22890		1213.7	23774.2		7998.4	5666.8	72179.7
	Togo	3327.8	3589.5	6485		204.8	2402.4		8608.9	5091.4	29709.6
	UEMOA	45074.3	74488.3	83158.3		2242.8	111641.9		56980.5	102819.4	80879.8

**Matrice des flux nets totaux d'IDE intra-UEMOA en 2021 (millions de FCFA)**

		Flux net d'IDE - créances									
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA	
Flux net d'IDE - engagements	Bénin		8316.9	-64		0	-790.3	-3591.9	16620.5	1523.8	22015
	Burkina Faso	6470		14057.8		3505.3	-12488.1	337.9	-4444.5	12619.6	20058
	Côte d'Ivoire	9924.6	76452.4			23.2	7251.8	2869.8	5206.1	1362	103089.9
	Guinée-Bissau	0	0	-6893.7			-3488.6	4000	991.8	59.2	-5331.3
	Mali	542	4401.8	2622.9		0		318.7	4018.5	1950.9	13854.8
	Niger	-6355	-630.2	40921.8		0	-1129.1		-8999	3284.4	27092.9
	Sénégal	114	-14205	11632.8		0	0		-987	647.1	-2798.1
	Togo	9349.5	14148.6	646.6		110	-2135.7		-3625	2536.5	21030.5
	UEMOA	20045.1	88484.5	62924.2		3638.5	-12780		-677.5	15929.9	21447

Source : BCEAO. BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE REGIONALES DE L'UEMOA AU TITRE DE L'ANNEE 2021

## Le Burkina Faso, le Mali et le Niger sont impliqués dans plusieurs projets d'intégration régionale, notamment dans les domaines de l'énergie, des systèmes et de la sécurité alimentaires, du numérique et de la préparation aux pandémies.

### Projets d'intégration régionale impliquant le Burkina Faso, le Mali et le Niger

- **La CEDEAO est une agence de mise en œuvre clé, de même que ses institutions telles que l'EEEOA et l'OOAS. Les implications opérationnelles du retrait de la CEDEAO sont en cours d'analyse et dépendront du projet et du souhait des trois pays de continuer à participer.** Par exemple, la Mauritanie participe à plusieurs projets alors qu'elle a quitté la CEDEAO en 2000 et qu'elle a signé un accord de coopération en 2019.
- **Le retrait de la CEDEAO pourrait entraîner des perturbations et réduire les flux de financement liés aux projets d'intégration régionale - voir le communiqué.**
  - **La Banque mondiale** dispose d'un portefeuille de 32 projets d'intégration régionale représentant 7,8 milliards de dollars d'engagements nets totaux qui bénéficient : (i) aux pays de la zone CEDEAO, (ii) à la CEDEAO et à ses institutions telles que l'EEEOA et l'OOAS, et/ou (iii) aux organisations régionales opérant dans la zone CEDEAO.
  - **Les trois pays ont une part élevée de programmes régionaux dans leur portefeuille global de la Banque** (en termes d'engagements nets actifs) : 33 % au Burkina Faso (1,077 milliard de dollars), 31 % au Mali (589 millions de dollars) et 39 % au Niger (1,427 milliard de dollars).

### Sommet de la CEDEAO 24 février 2024 Communiqué final :

*L'Autorité note en outre que les trois pays bénéficient de plusieurs projets et programmes régionaux, notamment :*

- a. *La Réserve régionale de sécurité alimentaire (les trois pays accueillent des stocks de la Réserve régionale pour une quantité de près de 17 000 tonnes, soit 52 % du stock régional).*
- b. *Le Programme Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS - Financé par la Banque Mondiale) d'un montant de 215 millions de dollars pour les trois Etats.*
- c. *Le Programme Régional d'Appui à l'Irrigation au Sahel (PARIS - Financé par la Banque Mondiale) d'un montant de 103,43 millions de dollars pour les trois Etats.*
- d. *Le Programme régional de soutien à la résilience du système alimentaire (FSRP financé par la Banque mondiale) d'un montant de 230 millions d'USD pour les trois États.*
- e. *Projet d'identité unique, d'intégration régionale et d'inclusion en Afrique de l'Ouest (WURI).*
- f. *Le projet de marché régional de l'électricité de la CEDEAO (West Africa Power Pool - WAPP), qui relie tous les États membres à un réseau électrique régional afin d'améliorer l'accès à l'électricité, concerne les trois États membres.*

*Le retrait des trois États membres pourrait entraîner l'arrêt ou la suspension de tous les projets/programmes de la CEDEAO d'une valeur supérieure à 500 millions de dollars.*

## Scénarios de retrait de la CEDEAO et de débordement de l'UEMOA

Compte tenu de la fluidité et de l'incertitude de la situation, nous avons défini une série de scénarios stylisés pour analyser les impacts :

- Le scénario 1 (scénario de base) et le scénario 2 (scénario catastrophe) supposent que le Burkina Faso, le Mali et le Niger restent dans l'UEMOA (statut actuel). Les scénarios 1 et 2 supposent que des accords seront mis en place pour préserver la liberté de circulation des personnes, compte tenu de l'importance des diasporas, et que les perturbations toucheront principalement le commerce et le transit.
- Le scénario hypothétique n° 3 (scénario de sortie de l'UEMOA) suppose une sortie ordonnée de l'UEMOA, avec la mise en place de nouvelles institutions. Dans ce scénario, la libre circulation des personnes est également perturbée.
- Les scénarios supposent que le commerce régional de l'énergie reflète un niveau plus élevé d'intégration régionale, même si les transactions commerciales sont régies par des accords bilatéraux d'achat d'électricité et de services de transport, distincts de ceux de la CEDEAO.

SCÉNARIO	SC1 (scénario de base) : Retrait de la CEDEAO après 1 an, PAS d'impact sur l'UEMOA	SC2 (baisse) : Retrait RAPIDE de la CEDEAO, QUELQUES impacts sur l'UEMOA	Hypothèse SC3 (baisse en cas de sortie de l'UEMOA) retrait rapide de la CEDEAO, sortie de l'UEMOA
Adhésion à la CEDEAO	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Reste dans la CEDEAO en 2024 (ordonné)</li> <li>• <b>Sortie de la zone de libre-échange de la CEDEAO en janvier 2025</b> : Nouveaux droits de douane et ONT plus élevés sur le commerce entre les 3 pays et les pays de la CEDEAO non membres de l'UEMOA à partir de 2025</li> <li>• <b>Accords en place pour la circulation des personnes (voyage sans visa et droit au travail) dans la CEDEAO, par exemple, le passeport unique de la CEDEAO reste valide.</b></li> <li>• <b>Renégociation des instruments de transport et de transit de la CEDEAO et/ou inclusion dans de nouveaux accords bilatéraux.</b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Quitte la CEDEAO en 2024 (de manière moins ordonnée)</li> <li>• <b>Sortie de la zone de libre-échange de la CEDEAO d'ici à S2 2024</b> : Nouveaux droits de douane (élevés) et obstacles non tarifaires plus importants sur le commerce entre les 3 pays et les pays de la CEDEAO non membres de l'UEMOA H2 2024</li> <li>• <b>Accords en place pour la circulation des personnes (voyage sans visa et droit au travail) dans la CEDEAO, par exemple, le passeport unique de la CEDEAO reste valide.</b></li> <li>• <b>Les instruments de transport et de transit de la CEDEAO ont été renégociés et/ou inclus dans de nouveaux accords bilatéraux, mais avec des lacunes.</b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Quitte la CEDEAO en 2024 (de manière moins ordonnée)</li> <li>• <b>Sortie de la zone de libre-échange de la CEDEAO d'ici à S2 2024</b> : Nouveaux droits de douane et ONT plus élevés sur le commerce entre les 3 pays et les pays de la CEDEAO non membres de l'UEMOA H2 2024</li> <li>• <b>Accords en place pour la circulation des personnes (déplacement sans visa et droit au travail) dans la CEDEAO, mais avec des lacunes et des restrictions.</b></li> <li>• <b>Les instruments de transport et de transit de la CEDEAO et de l'UEMOA ont été renégociés et/ou inclus dans de nouveaux accords bilatéraux, mais avec des lacunes.</b></li> </ul>
Adhésion à l'UEMOA	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Reste dans l'UEMOA avec des retombées <u>minimales</u> sur le commerce et la libre circulation des biens, des services et des capitaux avec l'UEMOA, par exemple, le certificat d'origine de l'UEMOA reste valide ou des accords bilatéraux entre les 3 pays et les pays de l'UEMOA sont mis en place.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Reste dans l'UEMOA mais certaines retombées du retrait de la CEDEAO perturbent le commerce et la libre circulation des biens, des services et des capitaux avec l'UEMOA</b>, par exemple le manque de temps pour résoudre les problèmes juridiques ou mettre en place les accords bilatéraux nécessaires.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Annonce la sortie de l'UEMOA au second semestre 2024, départ en 2025</b></li> <li>• <b>Sortie de la ZLE de l'UEMOA en 2025</b> : Nouveaux droits de douane et augmentation des BNT sur les échanges entre les 3 pays et l'UEMOA et perturbation de la libre circulation des biens, des services et des capitaux avec l'UEMOA à partir de 2025.</li> <li>• Les trois pays <b>mettent en place une nouvelle union monétaire en 2025</b></li> </ul>
Commerce régional de l'énergie	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Les trois pays réduisent légèrement les importations en provenance du WAPP et augmentent la production nationale d'électricité.</b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Les trois pays réduisent les importations en provenance du WAPP et augmentent la production nationale d'électricité.</b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Les trois pays limitent les importations en provenance du WAPP et augmentent la production nationale d'électricité.</b></li> </ul>

## Principaux canaux de transmission à court terme (2024-2026) : Flux commerciaux (y compris énergétiques)

- Sur la base des trois scénarios, nous examinons les principaux canaux de transmission à court terme (2024-2026) : -> vous trouverez ci-dessous la direction attendue des impacts et leur ampleur relative dans les trois scénarios.
- Pour les SC 1&2, les principaux canaux de transmission sont le commerce (y compris l'énergie) avec la CEDEAO (hors UEMOA et UEMOA), le transit et le financement régional.
- Dans l'hypothèse SC 3, outre le commerce (y compris l'énergie), le transit et le financement régional, les flux de personnes et d'envois de fonds et la politique monétaire sont également importants.
- Les impacts à moyen terme dus aux perturbations des projets et initiatives d'intégration régionale (par exemple, les risques pour le ZLECAF) ne sont pas examinés. Les réponses politiques des trois pays, par exemple le détournement des échanges vers de nouveaux partenaires commerciaux, sont également supposées avoir des effets à moyen terme et ne sont pas examinées.

Canaux de transmission	SC1 (cas de base) Retrait de la CEDEAO après 1 an, PAS d'impact sur l'UEMOA	SC2 (baisse) Retrait rapide de la CEDEAO, quelques conséquences pour l'UEMOA	Hypothèse SC3 (baisse en cas de sortie de l'UEMOA) retrait rapide de la CEDEAO, sortie de l'UEMOA
Flux commerciaux hors énergie avec les pays de la CEDEAO non membres de l'UEMOA	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des droits de douane et des BNT plus élevés entre les 3 pays et les pays de la CEDEAO non membres de l'UEMOA entraîneraient des coûts plus élevés et des volumes d'échanges <u>modérément</u> inférieurs - en particulier les importations en provenance des pays de la CEDEAO non membres de l'UEMOA à partir de 2025.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des tarifs plus élevés et des BNT entre les 3 pays et les pays de la CEDEAO non membres de l'UEMOA conduiraient à des coûts plus élevés et à des volumes d'échanges <u>considérablement</u> réduits - en particulier les importations en provenance des pays de la CEDEAO non membres de l'UEMOA à partir de la deuxième moitié de l'année 2024.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des tarifs plus élevés et des BNT entre les 3 pays et les pays de la CEDEAO non membres de l'UEMOA conduiraient à des coûts plus élevés et à des volumes d'échanges <u>considérablement</u> réduits - en particulier les importations en provenance des pays de la CEDEAO non membres de l'UEMOA à partir de la deuxième moitié de l'année 2024.</li> </ul>
Flux commerciaux hors énergie avec les pays de l'UEMOA	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le commerce entre les trois pays et les pays de l'UEMOA ne serait pas matériellement affecté puisque les membres de l'UEMOA continueraient à bénéficier d'une zone de libre-échange avec un tarif extérieur commun (TEC).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les perturbations du transit entraînent une augmentation des coûts et une <u>légère</u> diminution des volumes d'échanges, en particulier des importations en provenance de l'UEMOA à partir de la deuxième moitié de l'année 2024.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'augmentation des droits de douane et des BNT entre les trois pays et l'UEMOA entraînerait une hausse des coûts et une baisse <u>substantielle</u> des volumes d'échanges - en particulier des importations en provenance de l'UEMOA à partir de la deuxième moitié de l'année 2024.</li> </ul>
Flux commerciaux hors énergie avec le reste du monde	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le commerce hors CEDEAO transitant par la CEDEAO n'est pas matériellement affecté</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le commerce hors CEDEAO transitant par la CEDEAO n'est pas matériellement affecté</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les perturbations du transit entraînent une augmentation des coûts et une <u>légère</u> diminution des volumes d'échanges entre les 3 pays et le ROW transitant par la CEDEAO à partir de la deuxième moitié de l'année 2024.</li> </ul>
Commerce régional de l'énergie avec la CEDEAO	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Légère</u> réduction des importations d'électricité des 3 pays en provenance de la CEDEAO à partir de 2024 -&gt; moins d'électricité et un coût plus élevé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduction <u>modérée</u> des importations d'électricité des 3 pays en provenance de la CEDEAO à partir de 2024 -&gt; moins d'électricité et un coût plus élevé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduction <u>substantielle</u> des importations d'électricité des 3 pays en provenance de la CEDEAO à partir de 2024 -&gt; moins d'électricité et un coût plus élevé</li> </ul>

## Canal commercial : L'augmentation des droits de douane pourrait entraîner une hausse des coûts commerciaux et une baisse des volumes d'échanges entre les trois pays et la CEDEAO. Les principaux couloirs de transit pourraient également être perturbés.

### Implications en matière de politique commerciale de la sortie de la CEDEAO (tout en restant dans l'UEMOA) dans les CS 1 et CS 2

- **La sortie de la CEDEAO pourrait entraîner la suspension des avantages du Schéma ETLIS pour les exportations des trois pays vers les pays de la CEDEAO non membres de l'UEMOA, à savoir le Ghana et le Nigéria.** Cela signifierait que les exportateurs précédemment enregistrés pourraient maintenant être confrontés au tarif extérieur du TEC - augmentant les coûts de leurs exportations et réduisant leur compétitivité à l'exportation.
- **La sortie de la CEDEAO pourrait conduire les trois pays à imposer des droits de douane sur les importations en provenance des pays de la CEDEAO non membres de l'UEMOA.** Cela augmenterait les coûts des importations pour la consommation et l'investissement et réduirait les volumes d'importation.
- En ce qui concerne les autres politiques commerciales, l'intégration des services, la réduction des barrières non tarifaires (BNT), y compris l'harmonisation des normes, et plus généralement les domaines d'intégration profonde, les instruments réglementaires de la CEDEAO sont non contraignants ou inexistant, de sorte que l'on ne s'attend à aucun impact ou à un impact très limité.
- **Les trois pays n'auront plus accès aux forums de la CEDEAO pour aborder les questions de politique commerciale des homologues de la CEDEAO.**

### Facilitation des échanges Implications de la sortie de la CEDEAO (tout en restant dans l'UEMOA) dans les CS 1 et CS 2

- **Les conséquences potentielles sur la facilitation des échanges sont difficiles à évaluer.** Plusieurs instruments de facilitation des échanges de la CEDEAO sont reflétés dans les instruments de l'UEMOA, ont été partiellement intégrés dans les lois et réglementations nationales ou font partie d'accords bilatéraux sur le transport en transit, ce qui constitue une base solide. Cependant, de nombreux instruments de facilitation des échanges ne sont pas appliqués dans la pratique (par exemple, le plafonnement du nombre de points de contrôle sur les corridors). Il est probable que les pratiques actuelles, pour le meilleur ou pour le pire, continueront à prévaloir indépendamment de l'adhésion à la CEDEAO.
- **Toutefois, le harcèlement des camionneurs et des commerçants fondé sur la citoyenneté, qui existe déjà en dépit de l'objectif de libre circulation des personnes de l'UEMOA et de la CEDEAO, risque d'être exacerbé dans le nouveau contexte.**
- **SIGMAT (la déclaration de transit unique en place au Burkina Faso et au Niger, et en cours de discussion au Mali) est considérée par la CEDEAO comme propriétaire** (ce qui est discutable, car elle a été développée par une série de donateurs et de programmes de partenaires techniques), **et il y a un point d'interrogation potentiel sur son utilisation continue par les trois pays.**
- **Les trois pays utilisent principalement les ports des pays de l'UEMOA. Cependant, le corridor de transit du Burkina Faso vers le port de Tema pourrait être impacté si la coopération avec le Ghana est affectée par la sortie de la CEDEAO.** Un réacheminement du trafic vers Lomé et Abidjan serait alors à prévoir.

## Canal commercial : Les sanctions de la CEDEAO contre le Mali et le Niger montrent que l'impact des perturbations commerciales pourrait être partiellement atténué par le commerce informel, le détournement des échanges et la substitution des importations

### Sanctions de la CEDEAO et de l'UEMOA contre le Mali et le Niger

- En janvier 2022, la CEDEAO et l'UEMOA imposent des sanctions économiques et financières au Mali après le report par le gouvernement de transition des élections générales prévues en février 2022 : (i) fermeture des frontières terrestres et aériennes et suspension des transactions commerciales avec le reste de la CEDEAO à l'exception des biens essentiels (denrées alimentaires, produits pharmaceutiques, produits pétroliers et électricité) ; (ii) suspension des transactions financières avec la région, y compris l'accès au marché monétaire et au marché des capitaux ; (iii) gel des avoirs publics détenus à la BCEAO.
- En août 2023, la CEDEAO et l'UEMOA imposent des sanctions économiques et financières au Niger après le coup d'État du 26 juillet 2023 : (i) fermeture des frontières terrestres et aériennes et suspension des transactions commerciales avec le reste de la CEDEAO, sans exception. Le Nigeria a coupé l'approvisionnement en électricité du Niger (plus de 70% de l'approvisionnement en énergie) ; (ii) (suspension des transactions financières avec la région, y compris l'accès au marché monétaire et au marché des capitaux ; et (iii) le gel des avoirs publics détenus à la BCEAO.



### Enseignements tirés

Enseignements tirés - Les facteurs de résilience et l'action des autorités permettent d'atténuer les impacts.

1. D'importants secteurs économiques résistent aux perturbations des chaînes d'approvisionnement régionales : l'agriculture, qui assure principalement la production alimentaire nationale, et l'exploitation minière, qui exporte principalement vers l'extérieur de la CEDEAO.
2. Pour les secteurs commercialisables qui commercent avec le reste de la CEDEAO, il y a eu des impacts importants avec une réduction du commerce CEDEAO (formel), des retombées sur le commerce hors CEDEAO et des impacts inflationnistes importés, en particulier sur les produits alimentaires, qui affectent en particulier les ménages pauvres.
  - Mali : l'embargo commercial a entraîné une contraction des exportations et des importations au cours du premier trimestre 2022. Même les importations de produits exemptés (nourriture, carburant et produits pharmaceutiques) ont été initialement perturbées. Certaines importations (par exemple, les engrais), en provenance de l'extérieur de la CEDEAO et transitant par la CEDEAO, ont également été perturbées.
  - Niger : l'embargo commercial a entraîné une contraction des importations et les prix des denrées alimentaires importées et nationales ont augmenté de manière significative.
3. Cependant, les impacts ont été partiellement atténués par l'importance du commerce informel, qui s'est poursuivi grâce à des liens sociaux forts et à des réseaux commerciaux informels combinés à des frontières poreuses (en particulier entre le Niger et le Nigéria). Bien que l'embargo commercial contre le Niger n'ait pas exempté les denrées alimentaires, les disponibilités alimentaires sur les marchés sont restées suffisantes car le commerce informel de denrées alimentaires s'est poursuivi (bien qu'à un coût plus élevé).
4. L'impact sur le commerce a également été partiellement atténué grâce aux mesures prises par les autorités :
  - **Détournement des échanges et autres voies de transit (à des coûts plus élevés).** Le Mali a réorienté ses échanges vers la Mauritanie et la Guinée. Le Niger a détourné les flux commerciaux via le Burkina Faso (qui n'a pas respecté les sanctions) pour accéder au port maritime de Lomé (au lieu du port maritime de Cotonou avant les sanctions) avec le soutien de convois militaires burkinabés et nigériens. Cependant, ce corridor est très peu sûr, ce qui fait plus que doubler les coûts de transport et rend difficile le réacheminement de tous les échanges commerciaux.
  - **Remplacement des importations (à un coût plus élevé) :** Le Niger a augmenté la production locale d'électricité (thermique et solaire) pour remplacer l'électricité importée du Nigéria et éviter les grandes pénuries d'électricité. Cependant, le coût de l'électricité est beaucoup plus élevé et il y a eu une pause dans les nouvelles connexions au réseau.

## 2.2 Principaux canaux de transmission à court terme (2024-2026) : Personnes et flux financiers, financement régional et politique monétaire

Canaux de transmission	SC1 (cas de base) Retrait de la CEDEAO après 1 an, PAS d'impact sur l'UEMOA	SC2 (baisse) Retrait rapide de la CEDEAO, quelques conséquences pour l'UEMOA	Hypothèse SC3 (baisse en cas de sortie de l'UEMOA) retrait rapide de la CEDEAO, sortie de l'UEMOA
Flux de personnes	<ul style="list-style-type: none"> <li>Impact minimal</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Impact minimal</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les flux de personnes sont légèrement perturbés entre les 3 pays et les autres pays de la CEDEAO à partir de 2025.<sup>1</sup></li> </ul>
Flux financiers	<ul style="list-style-type: none"> <li>Impact minimal - pas d'impact sur les envois de fonds et les IDE de la CEDEAO déjà limités</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Impact minimal</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Réduction des envois de fonds de la diaspora vers les 3 pays de la CEDEAO à partir de 2025</li> </ul>
Financement régional	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les 3 pays perdent l'accès à la BIDD en 2025 - impact limité<sup>2</sup></li> <li>Coûts <u>légèrement</u> accrus pour les 3 pays sur le marché régional de financement de l'UEMOA (en raison d'une prime de risque des investisseurs plus élevée) à partir de 2024.</li> <li>Contagion limitée sur les conditions de financement des autres pays de l'UEMOA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les trois pays perdent l'accès à la BIDD en 2024 - impact limité<sup>2</sup></li> <li>Augmentation <u>modérée</u> des coûts pour les 3 pays sur le marché régional de financement de l'UEMOA (en raison d'une prime de risque plus élevée des investisseurs) à partir de 2024.</li> <li><u>Légère</u> contagion des conditions de financement des autres pays de l'UEMOA à partir de 2024.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les trois pays perdent l'accès à la BIDD en 2024 - impact limité<sup>2</sup></li> <li>Augmentation <u>significative</u> du coût pour les 3 pays sur le marché du financement régional de l'UEMOA (en raison d'une prime de risque plus élevée des investisseurs) en 2024. Pas de financement obligataire régional de l'UEMOA à partir de 2025.</li> <li>Contagion <u>importante</u> des conditions de financement des autres pays de l'UEMOA à partir de 2024.</li> </ul>
Politique monétaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>La BCEAO resserre sa politique monétaire un peu plus que prévu, le FCFA subissant une forte pression.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La BCEAO resserre sa politique monétaire plus rapidement que dans le scénario 1 (ou durcit les normes de gestion des flux de capitaux) car le FCFA subit une forte pression.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La BCEAO <b>augmente fortement les taux d'intérêt</b> (ou resserre les normes de gestion des flux de capitaux) alors que le FCFA subit une forte pression.</li> <li><b>Pour les trois pays à partir de 2025, les</b> taux d'intérêt seraient fixés à des niveaux plus élevés afin de maîtriser l'inflation et d'empêcher la dépréciation de la monnaie. <b>Cependant, une dépréciation de la nouvelle monnaie est probable</b> (manque d'antécédents, niveaux inférieurs de réserves mises en commun et absence de garant de la convertibilité), entraînant <b>une hausse de l'inflation</b>.</li> </ul>

Notes : Extrait du communiqué de la CEDEAO du 24 février 2024 : (1) Le retrait affectera automatiquement le statut d'immigration des citoyens, car ils pourraient être tenus d'obtenir un visa pour voyager dans la région. Les citoyens pourraient ne plus être en mesure de résider ou de créer des entreprises dans le cadre des accords de la CEDEAO et pourraient être soumis à diverses lois nationales. Les trois pays cesseront d'utiliser les passeports de la CEDEAO, la carte d'identité nationale biométrique de la CEDEAO et l'assurance automobile "ECOWAS Brown Card" à l'échelle de la région. (2) La Banque d'investissement et de développement de la Cedeao (BIDD) a actuellement 27 projets du secteur public en cours dans les trois pays (9 au Burkina Faso, 8 au Mali et 10 au Niger) et 20 projets du secteur privé (5 au Burkina Faso, 13 au Mali et 2 au Niger). Ces projets sont collectivement évalués à environ 322 millions de dollars US (38% de projets du secteur public et 62% de projets du secteur privé). Le portefeuille de la Banque dans ces trois pays représente environ 22,5 % du portefeuille total de la Banque dans les 15 États membres. Les trois pays ont contribué au capital de la Banque pour un montant total d'environ 33 millions d'USD (Burkina Faso - 13 millions d'USD ; Mali - 9,5 millions d'USD ; et Niger - 10,5 millions d'USD).

## Canal de financement régional : Le risque accru de sortie de l'UEMOA pourrait encore augmenter les primes de risque et le coût du financement régional pour les trois pays, même s'ils restent dans l'UEMOA.

### Comment les risques d'une sortie de l'UEMOA pourraient augmenter les coûts de financement régionaux

- Le Burkina, le Mali et le Niger ont déclaré qu'ils restaient dans l'UEMOA pour le moment, tout en s'engageant à travailler sur une nouvelle union monétaire dans le cadre du SEA.
- Les analystes du marché s'accordent à dire que la sortie de l'UEMOA aurait des conséquences macroéconomiques beaucoup plus importantes que la sortie de la CEDEAO, étant donné les liens commerciaux plus forts avec l'UEMOA (en particulier pour le Burkina Faso et le Mali) et parce qu'elle entraînerait la sortie de l'union monétaire et de la monnaie - le point d'ancrage de la stabilité macroéconomique. Le FCFA a été rattaché à l'euro (la France garantissant la convertibilité), ce qui assure la stabilité du taux de change. La politique monétaire de la BCEAO a permis de maintenir l'inflation à un niveau relativement bas dans la région de l'UEMOA. Les critères de convergence fiscale ont permis de contenir les déficits budgétaires. **Beaucoup évaluent un risque élevé d'instabilité macroéconomique en cas de sortie.**
- Par conséquent, l'augmentation du risque *perçu* de sortie de l'UEMOA pourrait encore accroître les primes de risque pays et le coût du financement régional pour les trois pays, même s'ils restent dans l'UEMOA.
- Ce sera un défi pour les trois pays compte tenu de leurs besoins de financement bruts élevés, de leur dépendance croissante vis à vis du financement régional et du coût déjà élevé des emprunts sur le marché obligataire régional. Cela pourrait conduire à une réduction des dépenses publiques pour réduire les besoins de financement ou à une vulnérabilité accrue de la dette en raison de la hausse des taux d'intérêt.



### Activité du marché régional de l'UEMOA depuis l'annonce

- **Émission d'obligations au Burkina Faso** : Le pays a reporté une émission de 35 milliards (57 millions USD) le 31 janvier en raison de l'insuffisance des offres. Le 14 février, le pays a levé 42 millions de dollars, qui ont été sursouscrits d'environ 30 % et ont été divisés en un bon du Trésor à 6 mois et une obligation à 3 ans, atteignant des rendements respectifs de 8 % et 9,6 % (54 points de base d'augmentation par rapport à janvier).
- **Émission obligataire du Mali - succès mitigé** : Le 7 février 2024, le Mali a levé 37 millions de dollars à un taux d'intérêt de 9,8 % pour les obligations à 3 ans, soit une baisse de 15 points de base par rapport à l'émission précédente, mais un écart de 293 points de base par rapport à une émission similaire réalisée par le Bénin le lendemain. **Mais les obligations à 5 ans ont été annulées.**
- **Le Togo et le Bénin ont réussi à émettre des obligations** : Le 2 février 2024, le Togo a levé 51,9 millions de dollars. L'opération a été sursouscrite de 6,4 %, avec un taux d'intérêt inchangé de 7,7 % pour les obligations à 5 ans. Le 8 février 2024, le Bénin a levé 22 millions de dollars (90 % par le biais d'un bon du Trésor à 1 an), dans une opération qui a été fortement sursouscrite.
- **Les récentes émissions obligataires du Burkina Faso et du Mali suggèrent un risque accru pour les investisseurs**, tandis que celles du Togo et du Bénin montrent que les inquiétudes concernant le retrait de la CEDEAO sont jusqu'à présent restées circonscrites à ces trois pays. Cependant, l'évolution des conditions de financement et les pressions sur le marché des changes dans la région devront être surveillées de près pour éviter une augmentation de l'aversion au risque des investisseurs.

## Union monétaire/Canal de politique économique : Résumé des leçons tirées de la sortie et de la réadmission du Mali à l'Union monétaire du franc CFA

### Sortie du Mali de l'union monétaire du franc CFA, réadmission et impacts macroéconomiques

- **Le Mali a quitté l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA) le 30 juin 1962**, créant une nouvelle Banque centrale (Banque de la République du Mali), responsable de l'émission du nouveau franc malien et de la supervision du secteur bancaire.
- **Le Mali avait une position nette (liquide) positive par rapport au reste de l'UMOA au moment de l'émission. Le pays a bénéficié d'un excédent de 1,5 million de FCFA** dans la position nette de liquidité bancaire par rapport au reste de l'UMOA.
- **Après l'émission, le franc malien a été fixé à un taux de conversion de un pour un avec le FCFA. Cependant, le franc malien n'était pas entièrement convertible avec le FCFA, les partenaires commerciaux tels que la CIV et le Sénégal n'acceptant pas le franc malien**, ce qui suggère que le franc malien était surévalué. L'absence d'un marché parallèle documenté a rendu difficile l'évaluation de l'ampleur du désalignement.
- **Il y a eu une perte de réserves en FCFA et des déficits importants et persistants de la balance des paiements, qui ont été financés par la France (par le biais de l'aide budgétaire).**
- **Les autorités ont obtenu en 1967 une garantie de la France pour une convertibilité illimitée avec le franc français**, la France agissant comme prêteur en dernier ressort lorsque les réserves du Mali sont épuisées (semblable à celle qui existe pour le FCFA) **avec des conditions clés : une dévaluation de 50% du franc malien (par rapport au FCFA)** et la création d'une banque centrale gérée conjointement avec la France avec des fonctions et des attributions monétaires semblables à celles de la BCEAO.
- **La sortie de l'UMOA a été suivie d'une période de stagnation de la croissance du PIB, d'instabilité macroéconomique et d'affaiblissement de la gestion économique** : Déficits budgétaires chroniques, affaiblissement de la gestion des entreprises publiques (écart par rapport aux normes de gestion des entreprises publiques de l'UMOA), paralysie des échanges avec l'étranger. La **dette extérieure s'est accumulée**, notamment à l'égard de la France, principal fournisseur d'aide budgétaire et garant de la convertibilité.
- **Le Mali a demandé sa réadmission au sein de l'UMOA en raison des difficultés économiques croissantes** exacerbées par la grave sécheresse qui a sévi de 1968 à 1974. La suspension de l'aide budgétaire française a précipité l'adoption de réformes économiques cruciales, condition préalable à la réintégration dans l'UMOA.
- **La réadmission du Mali dans l'UMOA a finalement été promulguée en 1984, après des années de retard** dues à un différend avec le Burkina-Faso sur la région de l'Oudalan, à des dettes impayées envers la France (~70 millions de francs CFA) et au mauvais alignement du franc malien.

#### **Enseignements tirés pertinents pour la sortie de l'UMOA**

- **Même avec des réserves importantes au début, le Mali a rencontré des difficultés de convertibilité avec la nouvelle monnaie et n'a pas été en mesure de maintenir une parité, devant finalement dévaluer la nouvelle monnaie et obtenir une garantie de convertibilité.**
- **La période qui a suivi la sortie a été marquée par une stagnation de la croissance du PIB et une instabilité macroéconomique.**
- **La gestion économique s'est affaiblie après le départ de l'UMOA, avec des écarts par rapport aux bonnes pratiques de gestion publique du syndicat.**

## Évaluations préliminaires des impacts (1)

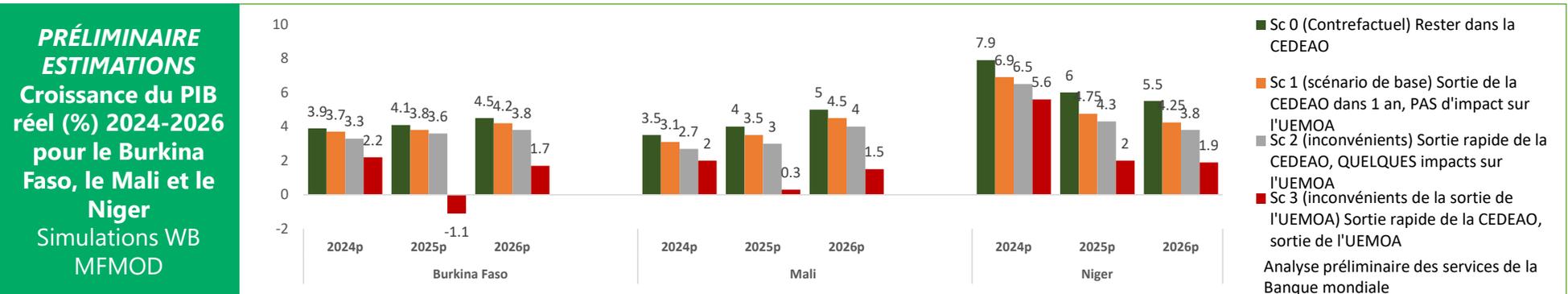
1. **Avant la sortie de la CEDEAO, la croissance annuelle moyenne du PIB était projetée à environ 4 % pour le Burkina Faso et le Mali** en supposant des performances solides des secteurs agricole et minier et des services robustes, sous réserve de multiples risques à la baisse, à savoir une plus grande instabilité politique, une insécurité croissante et des chocs climatiques. **Les perspectives de croissance du Niger étaient plus élevées (~6,5 %) grâce à une production et des exportations de pétrole à grande échelle à partir de 2024** et à une reprise progressive de l'industrie non pétrolière et des secteurs des services, les sanctions ayant été levées.
  
2. **Les perspectives de croissance à court et moyen terme (2024-2026) pour les trois pays sont plus faibles en raison de la sortie de la CEDEAO :**
  - **Les principaux canaux de transmission sont les suivants :** (i) **l'augmentation des coûts commerciaux et la diminution des flux commerciaux (à savoir les importations en provenance de la CEDEAO : denrées alimentaires, combustibles et électricité) ; (ii) la perturbation des corridors de transit ; et (iii) l'augmentation du risque pour les investisseurs et du coût du financement régional de l'UEMOA.**
  - **L'ampleur des impacts attendus dépendra du scénario :** le moment et les modalités de la sortie de la CEDEAO et les retombées sur l'UEMOA et le commerce régional de l'énergie. En utilisant les simulations nationales de MFMOD :
    - **Scénario 1 (cas de base) :** **Une sortie ordonnée de la CEDEAO en janvier 2025 avec des accords commerciaux et de transit en place minimiserait les retombées sur l'UEMOA et limiterait l'impact** à des coûts commerciaux plus élevés (en raison de nouveaux tarifs, d'ONT plus élevés) et à un commerce plus faible avec les pays de la CEDEAO non membres de l'UEMOA, à un investissement privé légèrement plus faible en raison d'un risque accru pour les investisseurs, et à un investissement public plus faible en raison de coûts de financement plus élevés sur le marché obligataire régional de l'UEMOA. Avec l'augmentation des coûts de l'électricité due à la réduction des importations d'énergie en provenance de la CEDEAO, **la croissance annuelle moyenne pourrait être légèrement plus faible (premières estimations : de 0,3 à 0,5 % du PIB pour le Burkina Faso et le Mali).**
    - **Scénario 2 (néгатif) :** **Une sortie non négociée de la CEDEAO avec des lacunes dans les accords commerciaux et de transit exacerberait ces impacts en raison des retombées sur le commerce (importations) de l'UEMOA, même s'ils restent dans la ZLE de l'UEMOA.** Il pourrait y avoir une augmentation plus importante du risque pour les investisseurs et des coûts de financement régionaux, ce qui réduirait modérément les investissements privés et publics. Avec l'augmentation des coûts de l'électricité due à la réduction des importations d'énergie de la CEDEAO, **la croissance annuelle moyenne pourrait être modérément plus faible (estimations initiales : de 0,6 à 0,9 % du PIB pour le Burkina Faso et le Mali)** et l'inflation plus élevée (inflation importée).
    - **Le Niger pourrait subir des impacts relativement plus importants que le Burkina Faso et le Mali** en raison de ses liens commerciaux plus forts (y compris les importations d'énergie) avec la CEDEAO en dehors de l'UEMOA (Nigeria) et de ses vulnérabilités macroéconomiques plus importantes, par exemple, des arriérés de 3 % du PIB au départ en raison de 7 mois de sanctions économiques et financières. **La croissance annuelle moyenne pourrait être modérément plus faible dans les deux scénarios (estimations initiales : de 1,2 % du PIB dans le SC1 et de 1,6 % du PIB dans le SC2).**

## 2.3 Évaluations préliminaires des impacts (2)

3. Dans l'ensemble, les impacts pourraient être modérés et la croissance du PIB pourrait rester solide dans les trois pays sortant de la CEDEAO, tout en restant dans l'UEMOA. Cela reflète des caractéristiques économiques clés :

- **Importance de l'agriculture (principalement la production alimentaire nationale) et des secteurs extractifs**, qui ne sont pas affectés par les perturbations du commerce régional et du transit, les exportations minières (or, uranium) et pétrolières étant acheminées hors de la CEDEAO par voie aérienne et par l'oléoduc du Bénin. En revanche, *les secteurs de l'industrie manufacturière et des services liés au commerce sont davantage touchés* par les coûts plus élevés des intrants et de l'électricité importés et par la diminution des échanges commerciaux.
- **Un petit commerce formel avec des flux commerciaux informels beaucoup plus importants avec le reste de la CEDEAO** qui seraient moins affectés par les augmentations des tarifs et des barrières non tarifaires suite à la sortie de la zone de libre-échange de la CEDEAO.

4. Cependant, les **impacts socio-économiques seraient beaucoup plus importants si la sortie de la CEDEAO perturbait la liberté de circulation des personnes - voyage sans visa et droit de résider et de travailler dans la région - étant donné la diaspora de plus de 3 millions de personnes des trois pays vivant dans la région et envoyant d'importants transferts de fonds**. Alors que les scénarios 1 et 2 supposent que les flux de personnes ne sont pas affectés, le communiqué de la CEDEAO du 24 février 2024 souligne ce risque : *Le retrait affectera automatiquement le statut d'immigration des citoyens, car ils pourraient être obligés d'obtenir un visa pour voyager dans la région. Les citoyens pourraient ne plus être en mesure de résider ou de créer des entreprises dans le cadre des accords de la CEDEAO et pourraient être soumis à diverses lois nationales. Les trois pays cessent d'utiliser les passeports de la CEDEAO, la carte d'identité nationale biométrique de la CEDEAO et l'assurance automobile "ECOWAS Brown Card" à l'échelle de la région.*



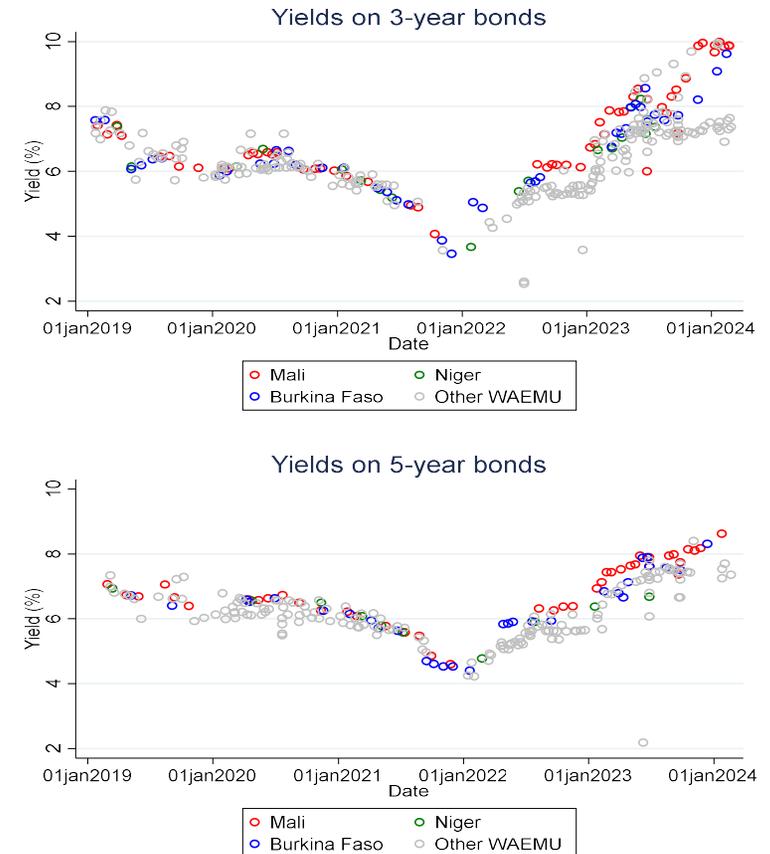
## 2.3 Évaluations préliminaires des impacts (3)

5. **Une sortie de l'UEMOA constituerait un scénario négatif beaucoup plus grave** : Le SC 1&2 suppose que le Burkina, le Mali et le Niger restent dans l'UEMOA. Cependant, le SEA s'est engagé à travailler sur une nouvelle union monétaire.

**Scénario 3 : Une sortie rapide de la CEDEAO suivie d'une sortie de l'UEMOA en 2025** pourrait entraîner de fortes perturbations dans les échanges commerciaux de l'UEMOA (importations). En outre, la sortie de l'Union monétaire pourrait accroître sensiblement les risques d'instabilité macroéconomique, ce qui, conjugué à un financement régional limité ou nul, pourrait entraîner de fortes réductions des investissements privés et publics. L'inflation importée, la dépréciation probable de la nouvelle monnaie et une politique monétaire plus souple pourraient conduire à une inflation élevée. La consommation privée pourrait chuter en raison d'une inflation élevée et d'une diminution des envois de fonds si les flux de personnes étaient également affectés par cette rupture. La **croissance annuelle moyenne pourrait être sensiblement plus faible** (estimations initiales : de 1,6 à 2,3 % du PIB en moins en 2024, jusqu'à 3,8 % du PIB en moins en 2025 et en 2026 pour les trois pays), avec des risques supplémentaires de **crise macroéconomique et de crise de la dette si la sortie n'est pas bien gérée**.

6. **Même si les trois pays restent dans l'UEMOA, un risque accru de sortie de l'UEMOA pourrait encore augmenter leurs primes de risque pays et leurs coûts de financement régionaux à un** moment où les besoins de financement bruts sont élevés et où ils dépendent de plus en plus du marché obligataire régional de l'UEMOA. Cela pourrait conduire à une réduction des dépenses publiques pour limiter les besoins de financement ou à une vulnérabilité accrue de la dette en raison de taux d'intérêt plus élevés. *Les émissions obligataires du Burkina Faso et du Mali en février 2024 après le retrait de la CEDEAO ont été sous-souscrites et à des rendements plus élevés. Les rendements moyens actuels des obligations à 3 ans sont maintenant de 9-10% pour le Mali et le Burkina (les plus élevés de l'UEMOA).*

### Rendements des obligations à 3 ans et à 5 ans sur le marché obligataire régional de l'UEMOA



Source : données UMOA-Titres pour les pays de l'UEMOA : Données UMOA-Titres pour les pays de l'UEMOA (Burkina Faso, Mali et Niger)

**MALI : la croissance annuelle moyenne pour 2024-2026 pourrait être inférieure de ~0,5 à 0,9 points de pourcentage en raison de la sortie de la CEDEAO et de 1,5 points de pourcentage, voire de 3,6 points de pourcentage en cas de sortie de l'UEMOA (avec d'autres risques de baisse).**

**SC 0 Contrefactuel :** La croissance du PIB réel en 2024 a été projetée à 3,5 %, soutenue par l'agriculture et les services. La **moyenne 2025-2026 pourrait atteindre 4,5% dans l'hypothèse d'élections en 2025** - toujours en dessous du taux potentiel à long terme de l'économie (5%). L'**inflation devrait atteindre 2,5 %** en 2024 et converger vers l'objectif de 2 % de la BCEAO en 2025.

Les perspectives de croissance sont affaiblies par le retrait de la CEDEAO :

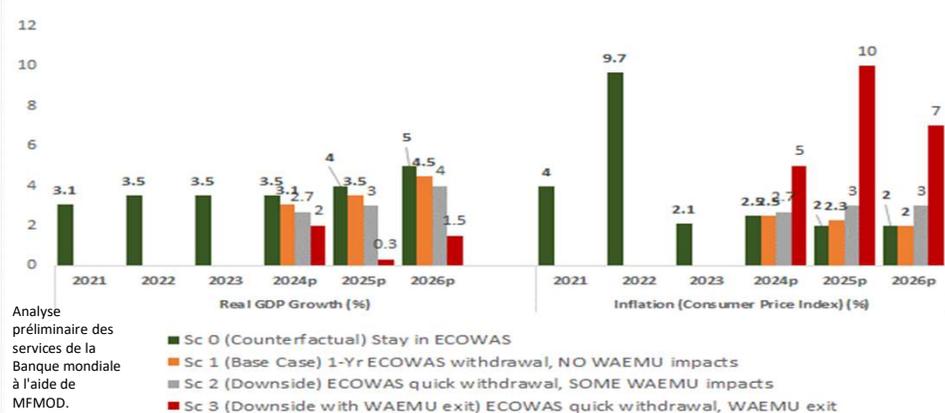
**SC1 :** Un retrait ordonné de la CEDEAO en janvier 2025, avec des accords commerciaux et de transit en place et le maintien de la libre circulation, pourrait limiter les coûts macroéconomiques à court terme à des coûts plus élevés des importations en provenance des pays de la CEDEAO non membres de l'UEMOA, à un risque plus élevé pour les investisseurs et à des coûts de financement régionaux réduisant légèrement l'investissement privé et public.

Avec la hausse des coûts de l'électricité due à la diminution des importations d'électricité en provenance de la CIV, la **croissance annuelle serait légèrement plus faible (de 0,5 ppt en raison du retrait de la CEDEAO) à 3,1 % en 2024 et à 4 % en moyenne sur 2025-26**. Il pourrait y avoir une **légère augmentation de l'inflation**, qui devrait encore converger vers l'objectif de 2% de la BCEAO en 2026.

**SC2 :** Un retrait rapide de la CEDEAO avec des perturbations du transport, du transit et de la libre circulation exacerberait ces impacts en raison des retombées potentielles sur le commerce de l'UEMOA (importations). Il pourrait y avoir un risque plus élevé pour les investisseurs et des coûts de financement régionaux réduisant modérément les investissements privés et publics.

La croissance annuelle moyenne pourrait être modérément plus faible (de 0,9 ppt en raison du retrait de la CEDEAO) à 2,7 % en 2024 et à 3,5 % en moyenne en 2025-26. Il pourrait y avoir une augmentation modérée de l'inflation, qui resterait autour de 3 % à moyen terme en raison des coûts d'importation plus élevés et de la réorganisation des chaînes d'approvisionnement régionales.

### ESTIMATIONS PRÉLIMINAIRES Croissance du PIB (%) et inflation (%) par SCÉNARIOS



**SC3 :** Un retrait rapide de la CEDEAO et une sortie de l'UEMOA en 2025 pourraient provoquer d'importantes perturbations dans les échanges commerciaux (importations) avec l'UEMOA et affecter les flux de personnes. La sortie de l'Union monétaire pourrait accroître considérablement les risques d'instabilité macroéconomique et, avec un financement régional limité à zéro, pourrait entraîner de fortes réductions des investissements privés et publics. L'inflation importée, la dépréciation de la nouvelle monnaie et une politique monétaire plus souple pourraient conduire à une inflation élevée. La consommation privée pourrait chuter en raison de l'inflation élevée et de la diminution des envois de fonds.

La croissance annuelle moyenne pourrait tomber à 2 % en 2024 (moins 1,5 points de pourcentage en raison de la sortie de la CEDEAO/UEMOA) et à 0,9 % en moyenne entre 2025 et 2026 (moins 3,6 points de pourcentage en raison de la sortie de la CEDEAO/UEMOA), avec d'autres risques de crise macroéconomique. Il pourrait y avoir une augmentation significative de l'inflation, à 6 % en 2024 et à 8 % en moyenne à moyen terme.

## Évaluations préliminaires des impacts (4)

7. Il pourrait y avoir des **impacts importants à moyen et long terme pour les trois pays en termes d'opportunités de développement manquées** si leur participation aux programmes d'intégration régionale, aux efforts de facilitation du commerce, à l'AfCFTA, à la monnaie commune est perturbée. En outre, si les tensions régionales sur le commerce de l'énergie se poursuivent et évoluent vers une stratégie de sécurité énergétique à long terme, dans laquelle les trois pays se tournent vers la production nationale d'électricité (la plus coûteuse), cela pourrait conduire à une **période plus longue de baisse de l'offre et de hausse des coûts de l'énergie, affectant négativement la productivité** et réduisant les plans d'expansion de l'accès.
8. **Les impacts sur les autres pays de la CEDEAO sont difficiles à généraliser et dépendent des liens géographiques, politiques et économiques avec les trois pays -> il est nécessaire d'examiner l'impact pays par pays.** Par exemple, les revenus des trois pays utilisant les ports de la CIV, du Togo, du Ghana, du Bénin et du Sénégal, l'impact de la diaspora des trois pays en CIV et au Nigeria.
- **L'impact à court terme sur les pays de la CEDEAO non membres de l'UEMOA** (Nigeria, Ghana) **devrait être limité, dans tous les scénarios**, à une baisse des exportations formelles (y compris l'énergie) vers les trois pays, ce qui représente une faible part des exportations totales. Les importations formelles en provenance des trois pays sont très limitées.
  - **L'impact à court terme sur le reste de l'UEMOA devrait être minime dans le scénario de base, léger-moderé dans le scénario de baisse avec retombées UEMOA, et substantiel dans le scénario de sortie de l'UEMOA** où le risque des investisseurs serait plus élevé pour l'UEMOA dans son ensemble, diminuant l'investissement privé et augmentant les coûts de financement régionaux pour l'ensemble des pays de l'UEMOA.
  - La sortie pourrait avoir des répercussions à plus long terme sur le programme d'intégration régionale.
9. **C'est une évaluation préliminaire avec des estimations initiales des impacts macroéconomiques utilisant des simulations MFMOD de scénarios stylisés :**
- **La situation reste très fluctuante et les hypothèses et scénarios sous-jacents devront être mis à jour.**
  - **Plusieurs domaines nécessitent des analyses plus approfondies, notamment :** (i) les flux commerciaux et de transit, la manière dont les instruments commerciaux de la CEDEAO et de l'UEMOA fonctionnent ensemble, les simulations de tarifs nouveaux/plus élevés\* et les barrières non tarifaires, le potentiel de détournement des échanges et les nouveaux partenaires commerciaux ; (ii) les flux de personnes - l'économie de la diaspora dans la CEDEAO ; (iii) les impacts distributifs ; (iv) l'analyse des "opportunités de développement manquées".
  - **L'engagement avec les parties prenantes sur les analyses offre de bonnes opportunités de partager et d'améliorer les hypothèses et les résultats et de construire un dialogue politique :** homologues gouvernementaux (MEF), secteur privé, partenaires de développement, commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA.

\*Les droits de douane sur les importations seraient soumis à de nouvelles conditions négociées. Notez que le tarif extérieur commun de la CEDEAO, qui est imposé aux importations en provenance de l'extérieur de la CEDEAO, va jusqu'à 35 %.

## Messages émergents

### Sur le retrait de la CEDEAO :

1. **Les impacts économiques potentiels d'un retrait de la CEDEAO devraient être bien analysés à travers les multiples dimensions** (commerce et transit, personnes/travail, flux de capitaux, projets de la CEDEAO, autres intégrations régionales, par exemple l'AFCTA) en examinant les impacts à court, moyen et long terme. **Il est également nécessaire de comprendre les implications juridiques et pratiques d'un retrait de la CEDEAO sur les institutions, les instruments et les accords de l'UEMOA.** *Notez que tous les membres de l'UEMOA étaient jusqu'à présent également membres de la CEDEAO, il s'agit donc d'une situation nouvelle.*
2. **L'importance d'un retrait ordonné de la CEDEAO pour atténuer les impacts négatifs sur le commerce régional, les mouvements de main-d'œuvre et de capitaux et prévenir les retombées sur le commerce de l'UEMOA.** Plus précisément, le gouvernement devrait essayer de préserver les avantages de l'intégration économique et l'objectif de libre circulation des personnes, des biens, des capitaux et des services **en maintenant ou en négociant de nouveaux accords bilatéraux ou régionaux :**
  - (i) **Droits de transport et de transit vers les ports côtiers ;**
  - (ii) **Voyage sans visa et droit de travailler dans la région** (par exemple, validité du passeport de la CEDEAO et de la carte d'identité nationale biométrique) ; et
  - (iii) **La complémentarité entre les dispositions commerciales de la CEDEAO et de l'UEMOA,** par exemple les règles de la CEDEAO et de l'UEMOA et les certificats d'origine.
3. **Le gouvernement devrait éviter d'adopter des mesures qui augmenteraient considérablement les coûts commerciaux (tarifs et barrières non tarifaires)** avec les pays de la CEDEAO non membres de l'UEMOA afin d'augmenter les recettes douanières, ce qui pourrait entraîner une hausse de l'inflation des importations, une réduction de la compétitivité des exportations et des mesures de rétorsion de la part des partenaires commerciaux. La Banque pourrait fournir une assistance technique, par exemple sur l'analyse des impacts commerciaux potentiels.
4. **Alors que des sources de production d'énergie domestique à moindre coût (énergies renouvelables) sont développées,** il serait important pour les ménages et la productivité des entreprises **d'importer de l'énergie moins chère du Pool énergétique ouest-africain (WAPP)/du marché régional de l'énergie afin de garantir un approvisionnement adéquat en électricité à un coût plus faible/abordable.**

### Sur l'adhésion à l'UEMOA :

5. **L'importance d'une communication publique claire et cohérente de la part des gouvernements concernant l'appartenance à l'UEMOA** afin de réduire l'incertitude politique et d'éviter d'accroître les risques pour les investisseurs, ce qui augmenterait le coût du financement régional de l'UEMOA pour eux et freinerait l'investissement privé même s'ils restent dans l'UEMOA.